

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 23 janvier 2025, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 23 januari 2025, om 18:30.

Uccle, le 15 janvier 2025  
Ukkel, 15 januari 2025

**CONSEIL COMMUNAL DU 23 JANVIER 2025  
GEMEENTERAAD VAN 23 JANUARI 2025**

[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)  
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

[SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING](#)

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

**1 Approbation du registre des séances du Conseil communal du 28 novembre 2024 et du 1 décembre 2024.**

---

**Goedkeuring van de register van de zittingen van de Gemeenteraad van 28 november 2024 en van 1 december 2024.**

---

**2 [L'urgence est demandée - Renouvellement du conseil d'administration de Brulocalis - Désignation d'un administrateur. \(Complémentaire\)](#)**

Le Conseil,

Vu qu'il est demandé à la Commune d'Uccle de désigner un administrateur qui la représentera au Conseil d'administration de Brulocalis ;

Vu que ce administrateur doit être proposé à Brulocalis avant le 1er février 2025 pour que Brulocalis puisse compléter la composition du Conseil d'administration via les partis politiques pour atteindre les équilibres reflétant la composition de l'ensemble des Conseils communaux des communes bruxelloises ;

Considérant que le Conseil communal doit, dès lors, proposer obligatoirement un administrateur lors de sa séance de ce jour ;

Décide,

de désigner Madame Valentine Delwart comme membre du Conseil d'administration de Brulocalis pour la mandature 2024-2030.

---

### **Hoogdringendheid wordt gevraagd - Vernieuwing van de raad van bestuur van Brulocalis - Benoeming van een bestuurder. (Aanvullend)**

De raad,

Aangezien er aan de gemeente Ukkel werd gevraagd een bestuurder aan te stellen om haar te vertegenwoordigen in de raad van bestuur van Brulocalis;

Aangezien deze bestuurder vóór 1 februari 2025 aan Brulocalis moet worden voorgedragen zodat Brulocalis de samenstelling van de raad van bestuur via de politieke partijen kan vervolledigen om een evenwicht te bereiken dat de samenstelling van alle gemeenteraden van de Brusselse gemeentes weerspiegelt;

Overwegende dat de gemeenteraad aldus vandaag tijdens zijn zitting een bestuurder moet voorstellen;

Beslist,

Mevr. Valentine Delwart te benoemen als lid van de raad van bestuur van Brulocalis voor de legislatuur.

---

## **Service juridique - Juridische dienst**

- 3 **Bruxelles Mobilité – Enlèvement des aménagements de mobilité douce – Citation en référé devant le Tribunal de Première instance de Bruxelles. – Ordonnance prononcée par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles le 10 janvier 2025. - Recours en annulation et suspension devant le Conseil d’Etat à l’égard de l’arrêté de police du Bourgmestre ordonnant le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l’intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l’entrée en vigueur du présent arrêté adopté le 4 décembre 2024.**

Le Conseil,

Vu la citation à comparaitre devant le Tribunal de première instance de Bruxelles (section francophone), statuant en référé, lors de l’audience du 6 décembre 2024 à 9h, réceptionnée ce 2 décembre 2024 par la commune d’Uccle ;

Considérant que cette citation a été déposée par la Région de Bruxelles-Capitale à l’encontre de la commune d’Uccle ;

Qu’elle énonce dans son exposé des faits que, dans le cadre de ses compétences de gestion de la voirie régionale et de sécurité routière, en ce compris de sécurisation des usagers faibles tels que les cyclistes,

la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de réaliser des aménagements de sécurisation de la chaussée de Waterloo sous la forme de dropzones devant accueillir des vélos/trottinettes/scooters partagés ;

Que selon les autorités régionales la mise en place de ces aménagements permettaient de supprimer des espaces de stationnement illégaux devant les numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que l'article 24 du Code de la Route dispose en effet qu'il est interdit de stationner sur la chaussée à moins de 5 mètres en amont d'un passage pour piétons et à moins de 20 mètres en amont d'un feu de circulation à un carrefour, ce qui n'était pas respecté ;

Que les aménagements envisagés par la Région se situant en amont d'un feu de signalisation placé à un carrefour et d'un passage pour piétons, aucune place de stationnement n'aurait théoriquement dû être supprimée, puisqu'aucun véhicule n'était autorisé à stationner entre la zone de livraison déjà existante et le feu de signalisation ;

Que compte tenu de l'objectif de sécurisation d'une voirie régionale, le retrait des aménagements matérialisant lesdites dropzones réalisés par la Région causerait un risque immédiat et sérieux de mise en danger des usagers faibles ;

Que le caractère urgent des demandes de la Région se justifie donc par le risque immédiat et réel d'un accident en raison d'un stationnement illégal sur les zones concernées, et ainsi de la visibilité réduite dont seraient victimes les usagers faibles empruntant tant les passages piétons que les infrastructures cyclables à proximité ;

Que la Région n'a donc eu d'autre choix, en sa qualité de gardien des voiries régionales et de la sécurité routière, de procéder à l'installation d'arceaux matérialisant des dropzones qui s'avéreraient suffisants pour empêcher le stationnement illégal sur les emplacements considérés ;

Que l'affaire doit être traitée à bref délai pour éviter toute conséquence préjudiciable à la Région et aux usagers faibles, en ce compris une atteinte à leur intégrité physique, de la chaussée de Waterloo;

Qu'en effet, la Région estime qu'il est urgent et impératif que les aménagements soient rétablis sans délai afin de faire respecter le Code de la route, et de permettre la sécurisation de la chaussée de Waterloo et plus particulièrement des piétons et cyclistes empruntant cet axe routier régional ;

Que la Région a demandé à ce qu'il soit:

- Ordonné à la Commune de remettre dans leur pristin état les aménagements de la Région de Bruxelles-Capitale détruits illégalement sans titre ni droit par la Commune d'Uccle sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351 et donc replacer les arceaux à vélo, sous peine d'astreintes d'un montant de 5.000,00 EUR par jour mis à se conformer à l'ordonnance à intervenir à partir de la signification de cette dernière;
- interdit à la Commune de, directement ou indirectement, détruire et/ou désinstaller tout aménagement et infrastructures installés par la Région de Bruxelles-Capitale et/ou installés pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier et sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351), à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de 50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;
- interdit à la Commune de, directement ou indirectement, remplacer les Aménagements par des emplacements de stationnement automobile sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351, à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de 50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;

Considérant qu'en égard à ces éléments, il y a eu lieu de désigner un avocat afin de représenter les intérêts de la Commune dans ce contentieux ;

Que lors de sa séance de ce 3 décembre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de désigner Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux et, notamment, de la représenter à l'audience en référé devant le tribunal de première instance de Bruxelles prévue ce vendredi 6 décembre à 9h ;

Considérant qu'en date du 4 décembre 2024, le Bourgmestre a adopté un arrêté de police ordonnant le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

Que cet arrêté a été notifié le 4 décembre 2024 par courrier recommandé et par courriel au gestionnaire de la voirie concerné, à savoir la région de Bruxelles-Capitale ;

Qu'il a également été apposé devant les emplacements susmentionnés en un endroit bien visible en date du 5 décembre 2024 ;

Que par une requête du 28 décembre 2024, la Région de Bruxelles-Capitale a introduit devant le Conseil d'Etat un recours en suspension et en annulation contre l'arrêté de police du 4 décembre 2024 de Monsieur le Bourgmestre d'Uccle ;

Qu'en date du 8 janvier 2025, l'administration communale a accusé réception de cette requête en annulation et demande en suspension introduite devant le Conseil d'Etat par la région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité), représenté par Mes Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy

Baete, Victor Ghazouani et Josué Ngarukiyinka Habayo, à l'encontre de l'arrêté de police du Bourgmestre de la commune d'Uccle du 4 décembre 2024, ordonnant « le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté » ;

Considérant que l'administration communale dispose d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la demande pour faire parvenir au Greffe du Conseil d'Etat une note d'observations ainsi que le dossier administratif de l'affaire ;

Que lors de sa séance du 14 janvier 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins désigne Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux devant le Conseil d'Etat ;

Qu'en ce qui concerne la procédure judiciaire devant le Tribunal de première instance de Bruxelles, ce dernier a rendu une Ordonnance le 10 janvier 2025, suite à l'échange de conclusions ayant eu lieu entre les parties ;

Que la chambre des référés du Tribunal de première instance de Bruxelles décrète que l'urgence au sens de l'article 584, al. 1, du Code judiciaire, est admise ;

Que par le Tribunal déclare l'action de la Région de Bruxelles-Capitale formée contre la Commune d'Uccle redevable et fondée dans la mesure précisée ci-dessous ;

Que l'arrête de police du 4 décembre 2024 du Bourgmestre d'Uccle est constaté illégal et, conformément à l'article 159 de la Constitution, est dit dépourvu d'effet vis-à-vis de la Région ;

Que le Tribunal ordonne à la Commune de remettre dans leur état initial les aménagements réalisés au plus tard en octobre 2024 par la Région à hauteur des numéros 1210 (et un peu avant le 1222), 13461348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que cette injonction implique notamment, dans un délai de 5 jours calendrier suivant la signification de la présente ordonnance de :

-retirer les bacs à fleurs installés à hauteur des numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo et de ;

- remplacer les aménagements détruits à ces deux endroits et à hauteur du numéro 1210 (et un peu avant le numéro 1222) par des équipements identiques à ceux détruits et de les placer aux mêmes endroits ;

Que la Commune est condamnée à faire ce qui précède sous peine d'une astreinte de 5.000 euros par jour de retard, avec un maximum de 500.000 euros ;

Qu'il est fait interdiction à la commune de, directement ou indirectement, par elle-même ou en donnant son concours à un tiers, détruire et/ou désinstaller et/ou remplacer tout aménagement ou infrastructure installés par la Région et/ou pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier, sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1210-1222, 13461348, 1349-1351 de la chaussée de Waterloo), à dater de la signification de la présente ordonnance, sous peine d'une astreinte de 50.000 euros par violation de cette interdiction, avec un maximum de 500.000 euros ;

Que l'action reconventionnelle formée par la Commune contre la Région est rejetée comme non fondée ;

Que la Commune doit prendre en charge les dépens de la procédure, fixés dans le chef de la Région à 2.519,62 euros (indemnité de procédure comprise) ;

Que la Commune est redevable de 165 euros envers l'Etat belge (SPF Finances) en termes de droit de mise au rôle ;

Considérant qu'en date du 14 janvier 2025, la Commune n'a pas encore réceptionné la signification de cette Ordonnance ; qu'il est probable que cette dernière soit signifiée à la Commune prochainement ;

Considérant ces éléments,

Décide :

De prendre connaissance de l'Ordonnance de la chambre des référés du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles prononcée le 10 janvier 2025.

---

**Brussel Mobiliteit - Verwijdering van zachte mobiliteitsvoorzieningen - Dagvaarding in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. - Beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025. - Beroep tot nietigverklaring en schorsing bij de Raad van State van het politiebepalend besluit van de burgemeester tot plaatsing van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterloosesteenweg, de Vossendreef en de Oude Molenstraat, namelijk ter hoogte van de nummers 1346 en 1351 van de Waterloosesteenweg, binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit, vastgesteld op 4 december 2024.**

De raad,

Gelet op de dagvaarding om te verschijnen voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (Franstalige afdeling), uitspraak in kort geding, op de zitting van 6 december 2024 om 9 uur, ontvangen op 2 december 2024 door de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze dagvaarding werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel;

Dat het in zijn uiteenzetting van de feiten stelt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van zijn bevoegdheden inzake het beheer van de gewestwegen en de verkeersveiligheid, met inbegrip van de veiligheid van kwetsbare weggebruikers zoals fietsers, heeft beslist om de Waterlooosesteenweg veiliger te maken in de vorm van dropzones voor deelfietsen/steps;

Dat, volgens de gewestelijke autoriteiten, dankzij de aanleg van deze voorzieningen de illegale parkeerplaatsen voor de nummers 1346-1348 en 1349-1351 op de Waterlooosesteenweg konden worden opgeheven;

Dat artikel 24 van de wegcode bepaalt dat het verboden is op de rijbaan te parkeren op minder dan 5 meter vóór een voetgangersoversteekplaats en op minder dan 20 meter vóór een verkeerslicht op een kruispunt, wat niet werd gerespecteerd;

Aangezien de door het gewest geplande voorzieningen zich vóór een verkeerslicht op een kruispunt en een voetgangersoversteekplaats bevinden en er theoretisch geen parkeerplaatsen zouden moeten worden opgeheven, aangezien geen enkel voertuig tussen de bestaande afleveringszone en het verkeerslicht mag parkeren;

Aangezien, gelet op de doelstelling om een gewestweg veiliger te maken, het opheffen van de door het Gewest gecreëerde dropzones een onmiddellijk en ernstig gevaar voor de zwakke weggebruiker oplevert;

Aangezien het dringende karakter van de verzoeken van het Gewest bijgevolg gerechtvaardigd wordt door het onmiddellijke en reële risico op een ongeval ten gevolge van illegaal parkeren in de betrokken zones, en dus door de verminderde zichtbaarheid die zou worden ondervonden door zwakke weggebruikers die zowel de voetgangersoversteekplaatsen als de nabijgelegen fietspaden gebruiken;

Aangezien het Gewest bijgevolg geen andere keuze had dan als beheerder van de gewestwegen en de verkeersveiligheid dropzones aan te leggen die voldoende zouden blijken om het illegaal parkeren in de betrokken zones te verhinderen;

Aangezien deze kwestie zo snel mogelijk moet worden opgelost om te vermijden dat het Gewest en de zwakke weggebruikers van Waterlooosesteenweg nadeel ondervinden, zelfs lichamelijk letsel;

Dat het gewest van oordeel is dat de voorzieningen dringend en absoluut onverwijld moeten worden hersteld om de naleving van de wegcode te garanderen en de Waterlooosesteenweg veiliger te maken, met name voor voetgangers en fietsers die deze gewestweg gebruiken;

Aangezien het Gewest heeft verzocht:

- de gemeente te belasten de voorzieningen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die door de gemeente Ukkel onwettig en zonder titel of recht zijn vernield op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, in hun oorspronkelijke staat te herstellen en bijgevolg de fietsbogen terug te plaatsen, op straffe van een dwangsom van 5.000,00 EUR per dag om gevolg te geven aan de beschikking vanaf de betekeningsdatum ervan;

- verbiedt de gemeente om, vanaf de betekeningsdatum van de op te leggen beschikking, rechtstreeks of onrechtstreeks alle door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of voor zijn rekening geplaatste voorzieningen en infrastructuur op de datum Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1346-1348, 1349-1351) te vernielen en/of te verwijderen, op straffe van een dwangsom van 50.000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

- de gemeente te verbieden om, direct of indirect, de voorzieningen te vervangen door parkeerplaatsen op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, vanaf de betekeningsdatum

van de op te leggen beschikking, op straffe van betaling van een dwangsom van 50 000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

Overwegende dat het gelet op deze elementen noodzakelijk was een advocaat aan te stellen om de belangen van de gemeente in dit geschil te verdedigen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 3 december 2024 heeft besloten meester Kaiser aan te stellen om de belangen van de gemeente Ukkel in dit nieuwe geschil te verdedigen en in het bijzonder om haar te vertegenwoordigen op de zitting in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, gepland is op vrijdag 6 december om 9 uur;

Overwegende dat de burgemeester op 4 december 2024 een politiebepsluit heeft uitgevaardigd waarbij de plaatsing van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de oude Molenstraat, en dus ter hoogte van de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit;

Dat dit besluit op 4 december 2024 werd betekend per aangetekend schrijven en per e-mail aan de betrokken wegbeheerder, namelijk het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat het op 5 december 2024 eveneens werd aangebracht op een duidelijk zichtbare plaats vóór de voormelde plaatsen;

Dat, per verzoekschrift van 28 december 2024 ; het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de Raad van State een vordering tot schorsing en nietigverklaring heeft ingesteld van het politiebepsluit van 4 december 2024, uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel;

Dat het gemeentebestuur op 8 januari 2025 de ontvangst heeft bevestigd van dit verzoek tot nietigverklaring en schorsing dat bij de Raad van State werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit), vertegenwoordigd door Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy Baete, Victor Ghazouani en Josué Ngarukiyinka Habayo, tegen het politiebepsluit van 4 december 2024 uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel, waarbij “het plaatsen van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de Oude Molenstraat, dat wil zeggen op de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit”;

Overwegende dat het gemeentebestuur over een termijn van 15 dagen vanaf de datum van kennisgeving van het verzoek beschikt om de griffie van de Raad van State een nota van opmerkingen en het administratieve dossier van de zaak toe te zenden;

Dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 14 januari 2024 meester Kaiser heeft aangesteld om de belangen van de gemeente Ukkel te verdedigen in dit nieuwe geschil voor de Raad van State;

Wat de gerechtelijke procedure voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel betreft, heeft deze laatste op 10 januari 2025 een beschikking uitgevaardigd na de uitwisseling van memories tussen de partijen;

Dat de kortgedingrechter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de zaak als hoogdringend heeft aangemerkt in de zin van artikel 584, lid 1, van het Gerechtelijk Wetboek;

Dat de rechtbank het beroep van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel ontvankelijk en gegrond verklaart in de mate zoals hierna bepaald;

Dat het politiebepsluit van 4 december 2024 van de burgemeester van Ukkel onwettig wordt verklaard en, overeenkomstig artikel 159 van de Grondwet, buiten werking wordt gesteld ten aanzien van het Gewest;

Dat de rechtbank de gemeente gelast om de voorzieningen die het Gewest uiterlijk in oktober 2024 heeft aangebracht aan de nummers 1210 (en iets voor 1222), 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg, in hun oorspronkelijke staat te herstellen;

Dat dit bevel impliceert, in het bijzonder, binnen 5 kalenderdagen na de betekening van dit bevel om:

- de bloembakken geïnstalleerd op 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg te verwijderen en;

- de bloembakken die op deze twee plaatsen en op nummer 1210 (en iets voor nummer 1222) zijn vernield, te vervangen door identiek materiaal als het vernielde en ze op dezelfde plaatsen te plaatsen;

Dat de gemeente wordt bevolen om het bovenstaande te doen op straffe van een boete van 5.000 euro per dag vertraging, met een maximum van 500.000 euro;

Dat het de gemeente verboden is om, rechtstreeks of onrechtstreeks, zelf of met de hulp van een derde, alle door het Gewest en/of voor haar rekening op de Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1210-1222, 1346-1348, 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg) geïnstalleerde voorzieningen of infrastructuren te vernielen en/of te verwijderen en/of te vervangen, vanaf de betekeningdatum van onderhavige beschikking, op straffe van een dwangsom van 5.000 euro per overtreding van dit verbod, met een maximum van 500.000 euro;

Dat de tegenvordering van de gemeente tegen het Gewest ongegrond wordt verklaard;

Dat de gemeente de kosten van het geding ten laste dient te nemen, die door het Gewest worden vastgesteld op 2.519,62 euro (incl. de procedurele vergoeding);

Dat de gemeente 165 euro rolrechten verschuldigd is aan de Belgische Staat (FOD Financiën);

Overwegende dat de gemeente op 14 januari 2025 nog geen betekening van deze beschikking heeft ontvangen; dat het waarschijnlijk is dat deze in de nabije toekomst aan de gemeente zal worden betekend;

Gelet op het bovenstaande, Beslist:

Kennis te nemen van de beschikking van de kamer van kort geding van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 10 januari 2025.

---

3 **L'urgence est demandée.- Bruxelles Mobilité. – Enlèvement des aménagements de mobilité douce .– Citation en référé devant le Tribunal de Première instance de Bruxelles. – Ordonnance prononcée par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles le 10 janvier 2025. – Acquiescement à l’Ordonnance prononcée par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles le 10 janvier 2025. (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu la citation à comparaitre devant le Tribunal de première instance de Bruxelles (section francophone), statuant en référé, lors de l’audience du 6 décembre 2024 à 9h, réceptionnée ce 2 décembre 2024 par la commune d’Uccle ;

Considérant que cette citation a été déposée par la Région de Bruxelles-Capitale à l'encontre de la commune d'Uccle ;



Qu'elle énonce dans son exposé des faits que, dans le cadre de ses compétences de gestion de la voirie régionale et de sécurité routière, en ce compris de sécurisation des usagers faibles tels que les cyclistes, la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de réaliser des aménagements de sécurisation de la chaussée de Waterloo sous la forme de dropzones devant accueillir des vélos/trottinettes/scooters partagés ;

Que selon les autorités régionales la mise en place de ces aménagements permettaient de supprimer des espaces de stationnement illégaux devant les numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que l'article 24 du Code de la Route dispose en effet qu'il est interdit de stationner sur la chaussée à moins de 5 mètres en amont d'un passage pour piétons et à moins de 20 mètres en amont d'un feu de circulation à un carrefour, ce qui n'était pas respecté ;

Que les aménagements envisagés par la Région se situant en amont d'un feu de signalisation placé à un carrefour et d'un passage pour piétons, aucune place de stationnement n'aurait théoriquement dû être supprimée, puisqu'aucun véhicule n'était autorisé à stationner entre la zone de livraison déjà existante et le feu de signalisation ;

Que compte tenu de l'objectif de sécurisation d'une voirie régionale, le retrait des aménagements matérialisant lesdites dropzones réalisés par la Région causerait un risque immédiat et sérieux de mise en danger des usagers faibles ;

Que le caractère urgent des demandes de la Région se justifie donc par le risque immédiat et réel d'un accident en raison d'un stationnement illégal sur les zones concernées, et ainsi de la visibilité réduite dont seraient victimes les usagers faibles empruntant tant les passages piétons que les infrastructures cyclables à proximité ;

Que la Région n'a donc eu d'autre choix, en sa qualité de gardien des voiries régionales et de la sécurité routière, de procéder à l'installation d'arceaux matérialisant des dropzones qui s'avèreraient suffisants pour empêcher le stationnement illégal sur les emplacements considérés ;

Que l'affaire doit être traitée à bref délai pour éviter toute conséquence préjudiciable à la Région et aux usagers faibles, en ce compris une atteinte à leur intégrité physique, de la chaussée de Waterloo;

Qu'en effet, la Région estime qu'il est urgent et impératif que les aménagements soient rétablis sans délai afin de faire respecter le Code de la route, et de permettre la sécurisation de la chaussée de Waterloo et plus particulièrement des piétons et cyclistes empruntant cet axe routier régional ;

Que la Région a demandé à ce qu'il soit:

1. Ordonné à la Commune de remettre dans leur pristin état les aménagements de la Région de Bruxelles-Capitale détruits illégalement sans titre ni droit par la Commune d'Uccle sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351 et donc replacer les arceaux à vélo, sous peine d'astreintes d'un montant de 5.000,00 EUR par jour mis à se conformer à l'ordonnance à intervenir à partir de la signification de cette dernière;
2. interdit à la Commune de, directement ou indirectement, détruire et/ou désinstaller tout aménagement et infrastructures installés par la Région de Bruxelles-Capitale et/ou installés pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier et sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351), à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de 50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;
3. interdit à la Commune de, directement ou indirectement, remplacer les Aménagements par des emplacements de stationnement automobile sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351, à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de

50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;

Considérant qu'eu égard à ces éléments, il y a eu lieu de désigner un avocat afin de représenter les intérêts de la Commune dans ce contentieux ;

Que lors de sa séance de ce 3 décembre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de désigner Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux et, notamment, de la représenter à l'audience en référé devant le tribunal de première instance de Bruxelles prévue ce vendredi 6 décembre à 9h ;

Considérant qu'en date du 4 décembre 2024, le Bourgmestre a adopté un arrêté de police ordonnant le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

Que cet arrêté a été notifié le 4 décembre 2024 par courrier recommandé et par courriel au gestionnaire de la voirie concerné, à savoir la région de Bruxelles-Capitale ;

Qu'il a également été apposé devant les emplacements susmentionnés en un endroit bien visible en date du 5 décembre 2024 ;

Que par une requête du 28 décembre 2024, la Région de Bruxelles-Capitale a introduit devant le Conseil d'Etat un recours en suspension et en annulation contre l'arrêté de police du 4 décembre 2024 de Monsieur le Bourgmestre d'Uccle ;

Qu'en date du 8 janvier 2025, l'administration communale a accusé réception de cette requête en annulation et demande en suspension introduite devant le Conseil d'Etat par la région de BruxellesCapitale (Bruxelles Mobilité), représenté par Mes Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy

Baete, Victor Ghazouani et Josué Ngarukiyinka Habayo, à l'encontre de l'arrêté de police du Bourgmestre de la commune d'Uccle du 4 décembre 2024, ordonnant « le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté » ;

Considérant que l'administration communale dispose d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la demande pour faire parvenir au Greffe du Conseil d'Etat une note d'observations ainsi que le dossier administratif de l'affaire ;

Que lors de sa séance du 14 janvier 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux devant le Conseil d'Etat ;

Qu'en ce qui concerne la procédure judiciaire devant le Tribunal de première instance de Bruxelles, ce dernier a rendu une Ordonnance le 10 janvier 2025, suite à l'échange de conclusions ayant eu lieu entre les parties ;

Que la chambre des référés du Tribunal de première instance de Bruxelles décrète que l'urgence au sens de l'article 584, al. 1, du Code judiciaire, est admise ;

Que le Tribunal déclare l'action de la Région de Bruxelles-Capitale formée contre la Commune d'Uccle recevable et fondée dans la mesure précisée ci-dessous ;

Que l'arrêté de police du 4 décembre 2024 du Bourgmestre d'Uccle est constaté illégal et, conformément à l'article 159 de la Constitution, est dit dépourvu d'effet vis-à-vis de la Région ;

Que le Tribunal ordonne à la Commune de remettre dans leur état initial les aménagements réalisés au plus tard en octobre 2024 par la Région à hauteur des numéros 1210 (et un peu avant le 1222), 13461348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que cette injonction implique notamment, dans un délai de 5 jours calendrier suivant la signification de l'ordonnance en question de :

1. retirer les bacs à fleurs installés à hauteur des numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo et de ;
2. remplacer les aménagements détruits à ces deux endroits et à hauteur du numéro 1210 (et un peu avant le numéro 1222) par des équipements identiques à ceux détruits et de les placer aux mêmes endroits ;

Que la Commune est condamnée à faire ce qui précède sous peine d'une astreinte de 5.000 euros par jour de retard, avec un maximum de 500.000 euros ;

Qu'il est fait interdiction à la commune de, directement ou indirectement, par elle-même ou en donnant son concours à un tiers, détruire et/ou désinstaller et/ou remplacer tout aménagement ou infrastructure installés par la Région et/ou pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier, sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1210-1222, 13461348, 1349-1351 de la chaussée de Waterloo), à dater de la signification de la présente ordonnance, sous peine d'une astreinte de 50.000 euros par violation de cette interdiction, avec un maximum de 500.000 euros ;

Que l'action reconventionnelle formée par la Commune contre la Région est rejetée comme non fondée ;

Que la Commune doit prendre en charge les dépens de la procédure, fixés dans le chef de la Région à 2.519,62 euros (indemnité de procédure comprise) ;

Que la Commune est redevable de 165 euros envers l'Etat belge (SPF Finances) en termes de droit de mise au rôle ;

Considérant que l'Ordonnance du président du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles du 10 janvier 2025 n'a pas encore été signifiée à la Commune ;

Considérant qu'après conseils pris auprès de Me Kaiser, il est opportun de renoncer irrévocablement à faire appel de l'Ordonnance du président du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles du 10 janvier 2025 (24/484/C) ;

Que l'administration communale se réserve le droit, le cas échéant, de faire valoir dans le cadre d'une nouvelle action en référé, si la situation en fait sur les lieux litigieux ou ailleurs devait le justifier, ou par le biais d'une action au fond ;

Que l'acquiescement à l'Ordonnance précitée du 10 janvier 2025 est dès lors faite sans préjudice d'une éventuelle contestation future quant au fond ;

Que s'agissant de la remise des choses dans leur pristin état et spécifiquement du remplacement des arceaux, notre commune est en contact direct avec le directeur général de Bruxelles mobilité qui a marqué son accord sur les modalités de remplacement ;

Qu'eu égard à ce qui précède, il convient que la Commune verse à la Région le montant des dépens correspondant à une somme de 2.519,62 euros ;

Vu l'urgence découlant de la situation actuelle ;

Considérant ces éléments,

Décide :

d'acquiescer à l'Ordonnance de la chambre des référés du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles prononcée le 10 janvier 2025, sans préjudice d'une éventuelle contestation future quant au fond.

---

**De hoogdringendheid wordt gevraagd.- Brussel Mobiliteit - Verwijdering van zachte mobiliteitsvoorzieningen - Dagvaarding in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. - Beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025. – Instemming met de beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025. (Aanvullend)**

De raad,

Gelet op de dagvaarding om te verschijnen voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (Franstalige afdeling), uitspraak in kort geding, op de zitting van 6 december 2024 om 9 uur, ontvangen op 2 december 2024 door de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze dagvaarding werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel;

Dat het in zijn uiteenzetting van de feiten stelt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van zijn bevoegdheden inzake het beheer van de gewestwegen en de verkeersveiligheid, met inbegrip van de veiligheid van kwetsbare weggebruikers zoals fietsers, heeft beslist om de Waterlooosesteenweg veiliger te maken in de vorm van dropzones voor deelfietsen/steps;

Dat, volgens de gewestelijke autoriteiten, dankzij de aanleg van deze voorzieningen de illegale parkeerplaatsen voor de nummers 1346-1348 en 1349-1351 op de Waterlooosesteenweg konden worden opgeheven;

Dat artikel 24 van de wegcode bepaalt dat het verboden is op de rijbaan te parkeren op minder dan 5 meter vóór een voetgangersoversteekplaats en op minder dan 20 meter vóór een verkeerslicht op een kruispunt, wat niet werd gerespecteerd;

Aangezien de door het gewest geplande voorzieningen zich vóór een verkeerslicht op een kruispunt en een voetgangersoversteekplaats bevinden en er theoretisch geen parkeerplaatsen zouden moeten worden opgeheven, aangezien geen enkel voertuig tussen de bestaande afleveringszone en het verkeerslicht mag parkeren;

Aangezien, gelet op de doelstelling om een gewestweg veiliger te maken, het opheffen van de door het Gewest gecreëerde dropzones een onmiddellijk en ernstig gevaar voor de zwakke weggebruiker oplevert;

Aangezien het dringende karakter van de verzoeken van het Gewest bijgevolg gerechtvaardigd wordt door het onmiddellijke en reële risico op een ongeval ten gevolge van illegaal parkeren in de betrokken zones, en dus door de verminderde zichtbaarheid die zou worden ondervonden door zwakke weggebruikers die zowel de voetgangersoversteekplaatsen als de nabijgelegen fietspaden gebruiken;

Aangezien het Gewest bijgevolg geen andere keuze had dan als beheerder van de gewestwegen en de verkeersveiligheid dropzones aan te leggen die voldoende zouden blijken om het illegaal parkeren in de betrokken zones te verhinderen;

Aangezien deze kwestie zo snel mogelijk moet worden opgelost om te vermijden dat het Gewest en de zwakke weggebruikers van Waterlooosesteenweg nadeel ondervinden, zelfs lichamelijk letsel;

Dat het gewest van oordeel is dat de voorzieningen dringend en absoluut onverwijld moeten worden hersteld om de naleving van de wegcode te garanderen en de Waterlooosesteenweg veiliger te maken, met name voor voetgangers en fietsers die deze gewestweg gebruiken;

Aangezien het Gewest heeft verzocht:

-de gemeente te belasten de voorzieningen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die door de gemeente Ukkel onwettig en zonder titel of recht zijn vernield op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, in hun oorspronkelijke staat te herstellen en bijgevolg de fietsbogen terug te plaatsen, op straffe van een dwangsom van 5.000,00 EUR per dag om gevolg te geven aan de beschikking vanaf de betekeningsdatum ervan;

- verbiedt de gemeente om, vanaf de betekeningsdatum van de op te leggen beschikking, rechtstreeks of onrechtstreeks alle door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of voor zijn rekening geplaatste voorzieningen en infrastructuur op de datum Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1346-1348, 1349-1351) te vernielen en/of te verwijderen, op straffe van een dwangsom van 50.000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

- de gemeente te verbieden om, direct of indirect, de voorzieningen te vervangen door parkeerplaatsen op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, vanaf de betekeningsdatum van de op te leggen beschikking, op straffe van betaling van een dwangsom van 50 000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

Overwegende dat het gelet op deze elementen noodzakelijk was een advocaat aan te stellen om de belangen van de gemeente in dit geschil te verdedigen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 3 december 2024 heeft besloten meester Kaiser aan te stellen om de belangen van de gemeente Ukkel in dit nieuwe geschil te verdedigen en in het bijzonder om haar te vertegenwoordigen op de zitting in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, gepland is op vrijdag 6 december om 9 uur;

Overwegende dat de burgemeester op 4 december 2024 een politiebepsluit heeft uitgevaardigd waarbij de plaatsing van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de oude Molenstraat, en dus ter hoogte van de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit;

Dat dit besluit op 4 december 2024 werd betekend per aangetekend schrijven en per e-mail aan de betrokken wegbeheerder, namelijk het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat het op 5 december 2024 eveneens werd aangebracht op een duidelijk zichtbare plaats vóór de voormelde plaatsen;

Dat, per verzoekschrift van 28 december 2024 ; het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de Raad van State een vordering tot schorsing en nietigverklaring heeft ingesteld van het politiebepsluit van 4 december 2024, uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel;

Dat het gemeentebestuur op 8 januari 2025 de ontvangst heeft bevestigd van dit verzoek tot nietigverklaring en schorsing dat bij de Raad van State werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit), vertegenwoordigd door Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy Baete, Victor Ghazouani en Josué Ngarukiyinka Habayo, tegen het politiebepsluit van 4 december 2024 uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel, waarbij “het plaatsen van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de Oude Molenstraat, dat wil zeggen op de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit”;

Overwegende dat het gemeentebestuur over een termijn van 15 dagen vanaf de datum van kennisgeving van het verzoek beschikt om de griffie van de Raad van State een nota van opmerkingen en het administratieve dossier van de zaak toe te zenden;

Dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 14 januari 2024 meester Kaiser heeft aangesteld om de belangen van de gemeente Ukkel te verdedigen in dit nieuwe geschil voor de Raad van State;

Wat de gerechtelijke procedure voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel betreft, heeft deze laatste op 10 januari 2025 een beschikking uitgevaardigd na de uitwisseling van memories tussen de partijen;

Dat de kortgedingrechter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de zaak als hoogdringend heeft aangemerkt in de zin van artikel 584, lid 1, van het Gerechtelijk Wetboek;

Dat de rechtbank het beroep van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel ontvankelijk en gegrond verklaart in de mate zoals hierna bepaald;

Dat het politiebepaal van 4 december 2024 van de burgemeester van Ukkel onwettig wordt verklaard en, overeenkomstig artikel 159 van de Grondwet, buiten werking wordt gesteld ten aanzien van het Gewest;

Dat de rechtbank de gemeente gelast om de voorzieningen die het Gewest uiterlijk in oktober 2024 heeft aangebracht aan de nummers 1210 (en iets voor 1222), 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg, in hun oorspronkelijke staat te herstellen;

Dat dit bevel impliceert, in het bijzonder, binnen 5 kalenderdagen na de betekening van de beschikking in kwestie om:

- de bloembakken geïnstalleerd op 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg te verwijderen en;

- de bloembakken die op deze twee plaatsen en op nummer 1210 (en iets voor nummer 1222) zijn vernield, te vervangen door identiek materiaal als het vernielde en ze op dezelfde plaatsen te plaatsen;

Dat de gemeente wordt bevolen om het bovenstaande te doen op straffe van een boete van 5.000 euro per dag vertraging, met een maximum van 500.000 euro;

Dat het de gemeente verboden is om, rechtstreeks of onrechtstreeks, zelf of met de hulp van een derde, alle door het Gewest en/of voor haar rekening op de Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1210-1222, 1346-1348, 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg) geïnstalleerde voorzieningen of infrastructuren te vernielen en/of te verwijderen en/of te vervangen, vanaf de betekeningdatum van onderhavige beschikking, op straffe van een dwangsom van 5.000 euro per overtreding van dit verbod, met een maximum van 500.000 euro;

Dat de tegenvordering van de gemeente tegen het Gewest ongegrond wordt verklaard;

Dat de gemeente de kosten van het geding ten laste dient te nemen, die door het Gewest worden vastgesteld op 2.519,62 euro (incl. de procedurele vergoeding);

Dat de gemeente 165 euro rolrechten verschuldigd is aan de Belgische Staat (FOD Financiën);

Overwegende dat de beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025 nog niet aan de gemeente betekend is;

Overwegende dat het na advies ingewonnen te hebben bij meester Kaiser wenselijk is onherroepelijk af te zien van beroep aan te tekenen tegen de beschikking van de voorzitter van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025 (24/484/C);

Dat het gemeentebestuur zich het recht voorbehoudt om zich desgevallend te doen gelden in het kader van een nieuwe zaak in kort geding, indien de feitelijke toestand op de betwiste plaatsen of elders het rechtvaardigt, of door middel van een vordering in de hoofdzaak;

Dat de instemming met de voornoemde beschikking van 10 januari 2025 bijgevolg tot stand komt onverminderd een eventuele toekomstige betwisting van de hoofdzaak ;

Dat aangezien het gaat om de herstelling van de zaken in hun oorspronkelijke toestand en specifiek over de terugplaatsing van de bogen de gemeente rechtstreeks in contact staat met de algemeen directeur van Brussel Mobiliteit, die zijn goedkeuring verleend heeft aan de terugplaatsingsmodaliteiten;

Dat de gemeente gezien het voorgaande aan het gewest het bedrag van de uitgaven moet storten, dat overeenkomt met een som van 2.519,62 euro;

Gelet op de hoogdringendheid die voortvloeit uit de huidige toestand;

Overwegende deze elementen; Beslist:

In te stemmen met de beschikking van de kamer van kort geding van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025, onverminderd een eventuele toekomstige betwisting van de hoofdzaak.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Parascolaire - Bijschoolse activiteiten**

#### **5 A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.- Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL le Parascolaire d'Uccle, ASBL communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 21 février 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évaluées chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;

- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
  - le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune »;
- Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;  
Considérant que l'ASBL a remis, le 16 décembre 2024, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2023 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;  
Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et échevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;  
Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;  
Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2023 ainsi que le budget 2024 telles qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,  
Décide :
- d'approuver le rapport d'évaluation 2023 de l'ASBL le Parascolaire d'Uccle en annexe; - de prendre connaissance des comptes 2023 et du budget 2024 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

---

### **V.Z.W. Le Parascolaire d'Uccle.- Evaluatieverslag en de bijlagen.**

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie; Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw le Parascolaire d'Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 21 februari 2022; Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger; Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt : "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren:

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
  - de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
  - de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
  - het activiteitenverslag;
  - het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
  - desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW; desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente.”;
- Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 16 december 2024 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2023 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad op binnen de in de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2023 en de begroting 2024 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :



- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2023 van vzw Le Parascolaired'Uccle;
  - kennis te nemen van de jaarrekening 2022 en de begroting 2023 van de vzw zoals toegevoegd inde bijlage van de evaluatieverslag.
- 

## **DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

### **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

- 6 **Propriétés communales : Bâtiment rue des Fidèles, 32 (Voirie) : occupation précaire et temporaire d'une partie du rez-de-chaussée par l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle »**  
Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que le bâtiment précédemment occupé par la voirie rue des Fidèles est désormais inoccupé ;

Considérant que plusieurs projets pour la réhabilitation des lieux sont en cours d'étude ;

Considérant que l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle » a contacté le Service des Propriétés communales compte tenu du fait qu'elle cherchait de toute urgence un lieu pour pouvoir stériliser les chats errants ;

Qu'un espace de 20 m<sup>2</sup> avec un point d'eau suffit ;

Qu'un tel espace est disponible dans le bâtiment sis rue des Fidèles, 32 ;

Que l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle » s'acquittera d'une redevance mensuelle de 35,00€ pour le paiement des charges (eau, gaz et électricité) ;

Considérant que la stérilisation des chats est une obligation et une nécessité et que cette intervention permet de limiter la surpopulation ;

Qu'une convention précaire et temporaire prenant cours le 1<sup>er</sup> février 2025 pourrait être signée par les représentantes de l'association ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide

D'autoriser la mise à disposition d'une partie du rez-de-chaussée (voir plan annexé) du bâtiment sis rue des Fidèles, 32 à l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle » représentée par Mesdames Dominique Van Leemput, domiciliée avenue

Stuart Merrill, 47 à 1190 Forest et Karine Ghysbrecht domiciliée avenue de Fré, 7 à 1180 Uccle ;

D'approuver la convention d'occupation précaire d'une année renouvelable, en sa faveur, aux conditions suivantes : redevance forfaitaire de 35,00€/mois pour les charges (chauffage/eau/électricité), résiliation possible moyennant un délai de préavis d'un mois.

---

**Gemeente-eigendommen: gebouw Gelovigenstraat 32 (Wegen): preciaire en tijdelijke bezetting van een deel van de gelijkvloerse verdieping door feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle"**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegende dat het gebouw in de Gelovigenstraat dat vroeger gebruikt werd door de Wegendienst voortaan leegstaat;

Overwegende dat er meerdere projecten voor de herstelling van de plaatsen bestudeerd worden ;

Overwegende dat feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle" contact opgenomen heeft met de dienst Gemeente-eigendommen aangezien ze hoogdringend een plaats zocht om zwerfkatten te kunnen steriliseren;

Dat een ruimte van 20 m<sup>2</sup> met een tappunt volstaat;

Dat een dergelijke ruimte beschikbaar is in het gebouw in de Gelovigenstraat 32;

Dat feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle" een maandelijkse retributie van € 35,00 zal betalen voor de lasten (water, gas en elektriciteit);

Overwegende dat de sterilisatie van katten een verplichting en een noodzaak is en dat deze handeling het mogelijk maakt de overbevolking te beperken;

Dat er een preciaire en tijdelijke overeenkomst die aanvangt op 1 februari 2025 ondertekend zou kunnen worden door de vertegenwoordigsters van de vereniging; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De terbeschikkingstelling van een deel van de gelijkvloerse verdieping (zie bijgevoegd plan) van het gebouw in de Gelovigenstraat 32 aan feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle", vertegenwoordigd door mevrouw Dominique Van Leemput, woonachtig Stuart Merrillaan 47 te 1190 Vorst, en mevrouw Karine Ghysbrecht, woonachtig De Frélaan 7 te 1180 Ukkel, toe te staan;

De precare gebruiksovereenkomst met een duur van een jaar, verlengbaar, hiervoor goed te keuren op de volgende voorwaarden: forfaitaire retributie van € 35,00/maand voor de lasten (verwarming/water/elektriciteit), opzegging mogelijk met een opzegtermijn van een maand.

---

7 **Projet d'installation d'un point « Cash » de distribution automatique de billets de banque dans une partie du complexe omnisports sis Place de Saint-Job.- Approbation du contrat de bail commercial.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Vu la délibération n° 016/15.12.2022/A/0056 du 15 décembre 2022, par laquelle le Conseil communal a adopté, face au projet du secteur bancaire de diminuer de moitié le nombre de distributeurs, une motion par laquelle il a notamment été demandé au Collège de prendre toutes les actions possibles afin de garantir à tous les citoyens un accès facile à l'argent liquide ;

Considérant la fermeture des distributeurs de billets de banque dans le secteur de la place SaintJob, depuis plusieurs mois ;

Considérant que la Place Saint-Job est au cœur d'un quartier commerçant dense, pour lequel il y a un besoin de conserver un point « Cash » ;

Considérant qu'eu égard à ce qui précède, l'installation d'un point « Cash » Bancontact dans ce quartier commerçant très fréquenté, permettant notamment aux citoyens d'accéder à de l'argent liquide et d'en déposer, relève d'une mission d'intérêt général;

Considérant que le complexe omnisports de Saint-Job comprend l'ancien bâtiment rénové, en façade avant, et la salle de sports construite à l'arrière de celui-ci ;

Considérant la volonté d'implanter un point « Cash » de distribution de billets de banque à côté de l'entrée principale, dans une partie de l'aile droite (actuellement fermée sur l'extérieur par une ancienne porte de garage) du bâtiment avant, vu de face depuis la place Saint-Job, sur une surface d'environ 42 m<sup>2</sup> ;

Que cet espace comprendrait l'espace de self-service, l'espace dédié aux terminaux bancaires électroniques (bunker), un sas d'accès et une entrée latérale séparée ;

Vu la délibération n°016/30.11.2023/A/0009 du 30 novembre 2023, par laquelle le Conseil communal a décidé de désaffecter préalablement du domaine public une portion d'environ 42 m<sup>2</sup>, partie de la parcelle cadastrée 2e division, section D, anciennement sous le numéro 411 P (terrain), actuellement cadastrée (parcelle bâtie) sous le numéro 411 X, destinée comme salle omnisports, en vue d'y implanter un point « Cash » de distribution de billets de banque ;

Considérant qu'en vue de réaliser le projet exposé ci-avant et compte tenu de la désaffectation de la portion concernée du domaine public vers le domaine privé, il a semblé opportun de recourir à un instrument juridique de droit commun et, en l'espèce, à un bail commercial ;

Que dans un souci d'égalité et de transparence, un courrier a été envoyé par courrier recommandé et par email aux établissements bancaires présents sur le territoire de la Commune d'Uccle ;

Que par ce courrier de prise de contact, les établissements bancaires ont été informés du projet de la Commune d'Uccle d'installer un distributeur de billets dans le complexe sportif situé Place de Saint-Job ; qu'il était précisé que la volonté de la Commune était de mettre un espace situé dans ledit complexe sportif à disposition d'un établissement bancaire et ce, moyennant notamment paiement d'un loyer ; que les établissements bancaires intéressés par ce projet étaient invités à en faire part à la Commune dans un délai de trois semaines ;

Que le courrier mentionné ci-avant a été envoyé, en date du 23 octobre 2023, aux établissements bancaires suivants : Belfius, Somafi, Beobank, BNP Paribas Fortis, Crelan, Deutsche Bank, Eb Finance, Europabank, Finance And Solutions, ING, KBC et le consortium Batopin, qui réunit les banques Belfius, BNP Paribas Fortis, ING et KBC ;

Que par courriel du 30 octobre 2023, l'établissement Axa/Crelan a invité la Commune à prendre contact avec le transporteur de valeurs Loomis ; que Loomis est une société qui gère notamment des automates bancaires dans le monde ; que le courrier de prise de contact mentionné ci-avant a été transmis à la société Loomis en date du 13 novembre 2023 par courrier recommandé et par email ;

Que les établissements bancaires Europabank, BNP Paribas Fortis, Belfius, Beobank, Axa/Crelan et ING ne se sont pas portés candidats ;

Que les établissements bancaires KBC, Finance and Solutions, Eb Finance, Deutsche Bank et Somafi n'ont pas réservé suite audit courrier ; Qu'à leur égard, le délai de réponse est expiré depuis le 14 novembre 2023 ;

Que le consortium Batopin a fait part, par courrier du 24 octobre 2023, de leur volonté d'installer, dans ledit complexe sportif, 4 distributeurs de billets offrant les fonctions de retrait d'argent et de changement du code pin à tous les utilisateurs, quelle que soit leur banque, et les fonctions de consultation du solde et de dépôt d'argent, pour les clients des banques Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC et ING ;

Que par courriel du 13 novembre 2023, la société Loomis a également manifesté son intérêt pour le projet ; qu'un fascicule d'informations concernant leur solution Cash 24/7 a été transmis ;

Que tant la société Loomis que le consortium Batopin ont proposé la possibilité, pour tous les utilisateurs, de retirer de l'argent liquide ;

Que néanmoins, la proposition du consortium Batopin a inclus le dépôt d'argent pour les clients des banques Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC et ING, contrairement à la société Loomis qui n'a pas offert la possibilité pour les utilisateurs de déposer de l'argent liquide ;

Que de surcroît, la société Loomis a précisé ne pas pouvoir fournir le service gratuitement ; que la réalisation de ce projet aurait donc été onéreuse dans le chef de la Commune ;

Considérant que la proposition du consortium Batopin correspondait à l'offre la plus avantageuse pour la Commune ;

Qu'au vu de ce qui précède, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé, lors de sa séance du 13 février 2024, de décliner la proposition transmise par la société Loomis et de débiter les négociations commerciales avec le consortium Batopin en vue de la conclusion, le cas échéant, d'un bail commercial dans le cadre du projet d'installation d'un point « Cash » de distribution automatique de billets de banque dans une partie du complexe omnisports sis Place de Saint-Job ;

Considérant qu'il est prévu que le consortium Batopin installe un point « Cash In and Out », permettant dès lors notamment le dépôt d'argent liquide pour les clients des banques énumérées dans leur offre et susmentionnées, et le retrait d'argent pour tous les utilisateurs ;

Considérant que vu la complexité de ce dossier, l'intérêt financier et les spécificités techniques, il a semblé opportun de désigner un avocat pour défendre les intérêts de la Commune dans le présent dossier ;

Que lors de sa séance du 13 février 2023, le Collège a dès lors désigné Maître Sophie BERETZE afin de débiter les négociations commerciales avec le consortium Batopin et de rédiger, le cas échéant, une convention de bail commercial, dans le cadre du projet ci-avant mentionné ;

Que des discussions et négociations ont eu lieu entre le consortium Batopin et l'administration communale d'Uccle, par le biais de Me BERETZE, et ont abouti au projet de contrat de bail commercial ci -annexé ;

Considérants ces éléments,

Décide :

De marquer son accord sur le contrat de bail commercial, ci-annexé.

---

**Project om een CASH-punt met geldautomaat te installeren in een deel van het sportcomplex op het Sint-Jobsplein.- Goedkeuring van de handelshuurovereenkomst.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Gelet op beraadslaging 016/15.12.2022/A/0056 van 15 december 2022, waardoor de gemeenteraad in het licht van het project van de banksector om het aantal geldautomaten met de helft te verminderen een motie aangenomen heeft waardoor meer bepaald aan het college gevraagd werd om alle mogelijke acties te ondernemen om alle burgers een vlotte toegang tot contant geld te garanderen;

Overwegende de sluiting van de bankautomaten in de sector van het Sint-Jobsplein de laatste maanden;

Overwegende dat het Sint-Jobsplein in het hart van een dichte handelswijk ligt, waarvoor de noodzaak bestaat om een CASH-punt te bewaren;

Overwegende gezien het voorgaande dat de installatie van een CASH-punt Bancontact in deze zeer drukke handelswijk, waardoor de burgers toegang krijgen tot contant geld en het kunnen storten, een opdracht van algemeen belang is;

Overwegende dat sportcomplex Sint-Job het gerenoveerde oude gebouw aan de voorgevel en de sportzaal erachter omvat;

Overwegende de wens om een CASH-punt met geldautomaat in te planten naast de hoofdingang, in een deel van de rechtervleugel (momenteel afgesloten aan de buitenkant door een oude garagepoort) van het gebouw vooraan, van voren gezien vanaf het Sint-Jobsplein, op een oppervlakte van ongeveer 42 m<sup>2</sup>;

Dat deze ruimte de zelfbedieningsruimte, de ruimte voor de elektronische bankterminals (bunker), een toegangssas en een aparte zij-ingang zou omvatten;

Gelet op beraadslaging 016/30.11.2023/A/0009 van 30 november 2023, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om een deel van ongeveer 42 m<sup>2</sup>, deel van het gekadastreerd perceel 2e

afdeling, sectie D, vroeger onder nummer 411 P (terrein), momenteel gekadastraerd (bebouwd perceel) onder nummer 411 X, bestemd als sporthal, voorafgaand te onttrekken aan het openbaar domein om er een CASH-punt met geldautomaat te vestigen;

Overwegende dat het wenselijk leek een beroep te doen op een juridisch instrument van het gemeenrecht en in dit geval op een handelshuur om het hierboven uiteengezette project te verwezenlijken en rekening houdend met de bestemmingswijziging van het betrokken deel van openbaar naar privédoemein;

Dat er in een streven naar gelijkheid en transparantie een aangetekende brief en een e-mail verstuurd werden naar de bankinstellingen die aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel;

Dat de bankinstellingen via deze brief geïnformeerd werden over het project van de gemeente Ukkel om een geldautomaat te installeren in het sportcomplex op het Sint-Jobsplein; dat verduidelijkt werd dat het de wens van de gemeente was om een ruimte in dit sportcomplex ter beschikking te stellen van een bankinstelling, en dit middels betaling van een huur; dat de bankinstellingen die interesse toonden voor dit project verzocht werden om dit binnen een termijn van drie weken mee te delen aan de gemeente;

Dat de voornoemde brief op 23 oktober 2023 verstuurd werd naar de volgende bankinstellingen: Belfius, Somafi, Beobank, BNP Paribas Fortis, Crelan, Deutsche Bank, Eb Finance, Europabank, Finance And Solutions, ING, KBC en het consortium Batopin, dat de banken Belfius, BNP Paribas Fortis, ING en KBC verenigt;

Dat de instelling Axa/Crelan de gemeente in een e-mail van 30 oktober 2023 verzocht heeft om contact op te nemen met waardentransport Loomis; dat Loomis een firma is die meer bepaald bankautomaten over de hele wereld beheert; dat de voornoemde brief op 13 november 2023 per aangetekende brief en via e-mail bezorgd werd aan de firma Loomis;

Dat de bankinstellingen Europabank, BNP Paribas Fortis, Belfius, Beobank, Axa/Crelan en ING zich geen kandidaat gesteld hebben;

Dat de bankinstellingen KBC, Finance and Solutions, Eb Finance, Deutsche Bank en Somafi geen gevolg gegeven hebben aan deze brief; dat de antwoordtermijn voor hen verstreken is sinds 14 november 2023;

Dat het consortium Batopin in een brief van 24 oktober 2023 zijn wens meegedeeld heeft om in dit sportcomplex 4 geldautomaten te installeren waaraan alle gebruikers, ongeacht hun bank, geld kunnen afhalen en hun pincode kunnen wijzigen en waaraan klanten van de banken Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC en ING hun saldo kunnen raadplegen en geld kunnen storten;

Dat de firma Loomis in een e-mail van 13 november 2023 ook belangstelling voor het project getoond heeft; dat er een infobundel over hun Cash 24/7-oplossing bezorgd werd;

Dat zowel de firma Loomis als het consortium Batopin de mogelijkheid aanbiedt voor alle gebruikers om contant geld af te halen;

Dat het voorstel van het consortium Batopin echter de geldstorting voor klanten van de banken Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC en ING inhoudt, in tegenstelling tot de firma Loomis, die de mogelijkheid voor de gebruikers om contant geld te storten niet aanbiedt;

Dat de firma Loomis bovendien verduidelijkt de dienst niet gratis te kunnen verschaffen; dat de verwezenlijking van dit project dus duur zou zijn voor de gemeente;

Overwegende dat het voorstel van het consortium Batopin de voordeligste offerte is voor de gemeente;

Dat het college van burgemeester en schepenen gezien het voorgaande in zitting van 13 februari 2024 beslist heeft om het voorstel van de firma Loomis af te wijzen en de commerciële onderhandelingen met het consortium Batopin aan te vatten om desgevallend een handelshuur te sluiten in het kader van het project om een CASH-punt met geldautomaat te vestigen in een deel van het sportcomplex op het Sint-Jobsplein;

Overwegende dat het de bedoeling is dat het consortium Batopin een CASH IN AND OUTpunt installeert waaraan de klanten van de banken die in hun offerte opgesomd zijn en hierboven vermeld zijn contant geld kunnen storten en waaraan alle gebruikers geld kunnen afhalen;

Overwegende dat het wegens de complexiteit van dit dossier, het financieel belang en de technische specifieke kenmerken wenselijk leek om een advocaat aan te stellen om de belangen van de gemeente in dit dossier te behartigen;

Dat het college in zitting van 13 februari 2024 bijgevolg meester Sophie BERETZE aangesteld heeft om de commerciële onderhandelingen met het consortium Batopin aan te vatten en desgevallend een handelshuurovereenkomst op te stellen in het kader van het voornoemde project;

Dat er besprekingen en onderhandelingen plaatsgevonden hebben tussen het consortium Batopin en het gemeentebestuur van Ukkel, door middel van meester BERETZE, die geleid hebben tot het bijgevoegde ontwerp van handelshuurovereenkomst;

Overwegende deze elementen,

Beslist:

Zijn akkoord te verlenen aan de bijgevoegde handelshuurovereenkomst.

---

**8 L'urgence est demandée - Propriétés communales – locaux pour les Cours de Promotion Sociale d'Uccle : proposition de location d'un nouveau bâtiment suite à la fin de la convention avec l'école HEB – renom bâtiment avenue Winston Churchill 108.- report du 14/01/2025 (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Considérant que le Collège a validé en sa séance du 24 octobre 2019, le choix d'installer les cours du CPSU du jour et du soir dans le bâtiment situé rue Danse 25, après la libération des lieux de ceux-ci ;

Considérant que des travaux lourds doivent être effectués dans l'immeuble pour recevoir de manière correcte des étudiants ;

Considérant qu'il est prévu que ces travaux se terminent pour le début de l'année 2028 ;

Que les cours du jour sont dispensés depuis 2020 dans un bâtiment situé avenue Winston Churchill, suite à une convention signée le 18 décembre 2019, pour un loyer annuel de 71.040 € ;

Que les cours du soir sont dispensés depuis 30 ans à l'école HEB, avenue De Fré moyennant le paiement d'un montant annuel de 37.000 € ;

Que la HEB nous a envoyé un préavis de 6 mois se terminant en août 2025 ;

Considérant que le CPSU accueille environ 1.300 étudiants et 20 professeurs en plus de l'équipe de direction ;

Considérant qu'une solution pérenne doit être trouvée avant la rentrée scolaire 2025/2026 soit le 25 août (date des inscriptions) ;

Qu'un bâtiment est disponible avenue Kersbeek, 306 et que le propriétaire accepte que la location débute au 1er avril 2025 ;

Que le loyer demandé est de 9.350 € par mois (neuf mille trois cent cinquante euros) soit 112.200 € par an ;

Que la direction du CPSU a visité le bâtiment et qu'il pourrait accueillir les 11 classes et les bureaux moyennant la pose de quelques cloisons, ce que le propriétaire a accepté ;

Que le propriétaire accepte de louer le bien pour 3 ans, avec un bail de droit commun et une garantie locative s'élevant à 30.000 euros ;

Qu'une modification budgétaire sera demandée pour pouvoir assurer le paiement des différents loyers pendant la durée des préavis ;

Considérant qu'un congé sera envoyé au propriétaire de l'avenue Winston Churchill, 108 ; Sur

la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

de marquer un son accord quant à la prise en location du bâtiment situé avenue de Kersbeek, 306 pour un montant de 9.350 € (neuf mille trois cents cinquante euros) par mois pour une durée de 3 ans ; d'adopter le projet de bail ;

d'envoyer le congé pour le bâtiment avenue Winston Churchill, 108 à la société « Le Guépard », avenue Maréchal Ney, 143 à 1180 Uccle ; d'imputer la dépense relative aux loyers, à l'article 735/126-01/87 du budget communal.

---

**Hoogdringendheid wordt gevraagd - Gemeente-eigendommen - lokalen voor de Cours de Promotion Sociale d'Uccle: voorstel om een nieuw gebouw te huren na het einde van de overeenkomst met school HEB - opzegging gebouw Winston Churchillaan 108.- uitstel van 14/01/2025 (Aanvullend)**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 232;

Overwegende dat het college in zitting van 24 oktober 2019 de keuze goedgekeurd heeft om de dagen avondlessen van de CPSU te laten doorgaan in het gebouw in de Auguste Dansestraat 25, na vrijgave van de lokalen ervan;



Overwegende dat er in het gebouw grote werken verricht moeten worden om studenten correct te ontvangen;

Overwegende dat deze werken begin 2028 afgerond zouden moeten zijn;

Dat de daglessen sinds 2020 gegeven worden in een gebouw in de Winston Churchillaan ingevolge een overeenkomst ondertekend op 18 december 2019, voor een jaarlijkse huur van € 71.040;

Dat de avondlessen al 30 jaar gegeven worden in school HEB in de De Frélaan middels de betaling van een jaarlijks bedrag van € 37.000;

Dat de HEB ons een opzegging van 6 maanden opgestuurd heeft, die eindigt in augustus 2025;

Overwegende dat de CPSU ongeveer 1.300 studenten en 20 leerkrachten tellen, bovenop het directieteam;

Overwegende dat er een duurzame oplossing gevonden moet worden voor de start van schooljaar 2025/2026, hetzij 25 augustus (inschrijvingsdatum);

Dat er een gebouw beschikbaar is in de Kersbeeklaan 306 en dat de eigenaar aanvaardt dat de huur aanvangt op 1 april 2025;

Dat de gevraagde huurprijs € 9.350 (negenduizend driehonderdvijftig euro) per maand bedraagt, hetzij € 112.200 per jaar;

Dat de directie van de CPSU het gebouw bezocht heeft en dat het onderdak zou kunnen bieden aan de 11 klassen en de kantoren, middels de plaatsing van enkele tussenschotten, wat de eigenaar aanvaardt heeft;

Dat de eigenaar aanvaardt het goed voor 3 jaar te verhuren met een gemeenrechtelijke huurovereenkomst en een huurwaarborg van 30.000€;

Dat er een begrotingswijziging gevraagd zal worden om de betaling van de verschillende huren tijdens de duur van de opzegtermijnen te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er een opzegging verstuurd zal worden naar de eigenaar van de Winston Churchillaan 108;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de huur van het gebouw in de Kersbeeklaan 306 voor een bedrag van € 9.350 (negenduizend driehonderdvijftig euro) per maand voor een duur van 3 jaar;

Het ontwerp van huurovereenkomst goed te keuren;

Een opzegging voor het gebouw in de Winston Churchillaan 108 te versturen naar firma Le Guépard, Maarschalk Neylaan 143 te 1180 Ukkel;

De uitgave voor de huur te boeken op artikel 735/126-01/87 van de gemeentebegroting.

---

## Urbanisme - Stedenbouw

9 **Requête en annulation introduite par la société anonyme Immobilière du Bois contre l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2024 relatif au recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Uccle SV-149-2023 de délivrer de manière conditionnelle le permis d'urbanisme tendant à abattre 21 arbres et à réaménager un jardin sur un bien sis 1180 UCCLE, Drève des Gendarmes 145 - Demande en intervention de la Commune d'Uccle**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 3 décembre 2024 l'administration communale a accusé réception d'une requête en annulation introduite par la société anonyme Immobilière du Bois contre l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2024 relatif au recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Uccle SV-149-2023 de délivrer de manière conditionnelle le permis d'urbanisme tendant à abattre 21 arbres et à réaménager un jardin sur un bien sis 1180 UCCLE, Drève des Gendarmes 145 ;

Considérant que le Conseil d'Etat interroge la commune afin de savoir si elle veut intervenir dans la procédure;

Qu'elle dispose pour ce faire d'un délai de 60 jours ;

Considérant que la commune a octroyé un permis d'urbanisme conditionnel en refusant certains abattages au motif notamment que les érables sycomores (sujet n°1 et 3) sont en bonne condition sanitaire et qu'ils se sont développés en fonction des conditions du site, par la proximité du site avec la zone Natura 2000 de la forêt de Soignes ;

Considérant que les moyens invoqués par la partie requérante sont :

Les sujets n°1 et n°3 doivent être abattus et remplacés par des espèces indigènes par voie d'expert au regard de l'étude phytosanitaire en annexe de la demande de permis d'urbanisme et sa géolocalisation sur le site, proche de biens voisins ;

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas convoqué régulièrement la partie requérante au regard des principes du contradictoire et des droits de la défense.

Considérant que la commune a intérêt à la résolution de cette affaire et qu'il est opportun d'intervenir dans cette procédure ;

Décide :

De prendre connaissance de la requête en annulation introduite par la société anonyme Immobilière du Bois contre l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2024 relatif au recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Uccle SV-149-2023 de délivrer de manière conditionnelle le permis d'urbanisme tendant à abattre 21 arbres et à réaménager un jardin sur un bien sis 1180 UCCLE, Drève des Gendarmes 145 ;

De charger le service juridique de l'urbanisme du suivi de cette affaire et de représenter ses intérêts en la présente affaire .

---

**Vordering tot nietigverklaring, ingesteld door de naamloze vennootschap Immobilière du Bois tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2024 betreffende het beroep bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Ukkel SV-149-2023 tot het verlenen van een**

## **stedenbouwkundige vergunning voor het kappen van 21 bomen en het heraanleggen van een tuin op een eigendom gelegen te 1180 Ukkel, Drève des Gendarmes 145 - Verzoek om interventie van de gemeente Ukkel**

De gemeenteraad

Overwegende dat het gemeentebestuur op 3 december 2024 een verzoekschrift tot nietigverklaring ontvangen heeft, ingediend door de naamloze vennootschap Immobilière du Bois tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2024 met betrekking tot het beroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel SV-149-2023 om de stedenbouwkundige vergunning die ertoe strekt 21 bomen te rooien en een tuin heraan te leggen op een goed gelegen Gendarmendreef 145 te 1180 Ukkel voorwaardelijk af te leveren;

Overwegende dat de Raad van State de gemeente bevrucht om te weten of ze tussenbeide wil komen in de procedure;

Dat ze hiervoor over een termijn van 60 dagen beschikt;

Overwegende dat de gemeente een voorwaardelijke stedenbouwkundige vergunning afgeleverd heeft door bepaalde kapwerkzaamheden te weigeren, meer bepaald omdat de gewone esdoorns (boom 1 en 3) in goede gezondheid verkeren en gegroeid zijn naargelang de omstandigheden op het terrein, door de nabijheid van het terrein met het Natura 2000-gebied van het Zoniënwoud;

Overwegende dat de eisende partij de volgende middelen inroept:

- Boom 1 en 3 moeten door een deskundige gerooid en door inheemse soorten vervangen worden ten aanzien van de fytosanitaire studie in de bijlage bij de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en de geolocatie ervan op het terrein, dicht bij naburige goederen;

- De Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft de eisende partij niet regelmatig opgeroepen ten aanzien van de principes van de tegenspraak en van het recht op verdediging.

Overwegende dat de gemeente belang heeft bij de oplossing van deze zaak en dat het wenselijk is tussenbeide te komen in deze procedure;

Beslist:

Kennis te nemen van het verzoekschrift tot nietigverklaring ingediend door de naamloze vennootschap Immobilière du Bois tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2024 met betrekking tot het beroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel SV149-2023 om de stedenbouwkundige vergunning die ertoe strekt 21 bomen te rooien en een tuin heraan te leggen op een goed gelegen Gendarmendreef 145 te 1180 Ukkel voorwaardelijk af te leveren;

De Juridische dienst van de Stedenbouw te belasten met de opvolging van deze zaak en hem de opdracht te geven zijn belangen in deze zaak te behartigen.

---

## **DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE**

### **Mobilité - Mobiliteit**

- 10 **L'urgence est demandée - Règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf. (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu le Règlement « 2022-2023-2024 » octroyant aux citoyens ucclois une prime d'un montant maximum de 250€ par ménage tous les trois ans, à l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE), d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique, dans la limite des crédits disponibles au budget ;

Vu l'adoption du plan communal de mobilité en septembre 2023 ;

Considérant que ce Règlement était d'application jusqu'au 31 décembre 2024 ;

Considérant le succès rencontré par ce dispositif depuis plusieurs années ;

Considérant qu'il semble opportun d'adopter un nouveau règlement en 2025 pour prolonger l'octroi de cette prime;

Que l'article 5 du Règlement permet d'accueillir les demandes de primes introduites entre le 1er janvier 2025 et l'entrée en vigueur du nouveau règlement, sous réserve de la réunion des autres conditions ;

Que pour le surplus, les conditions et modalités d'octroi de la prime énoncées sont identiques à celles reprises dans le précédent règlement;

Considérant l'article budgétaire 410/522-51/95 à hauteur de 100.000 € pour l'exercice budgétaire de 2025 ;

Décide :

D'approuver le règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf, ainsi que le formulaire y relatif, tels que ci-annexés.

---

**Hoogdringendheid wordt gevraagd - Toekenning van een gemeentelijke premie bij de aankoop van een elektrische fiets, een elektrische aanpassingskit voor fietsen, een bakfiets of een elektrische bakfiets. (Aanvullend)**

De raad,

Gelet op reglement "2022-2023-2024" inzake de toekenning aan de Ukkelse burgers van een premie van max. 250 per gezin om de drie jaar voor de aankoop van een fiets met elektrische ondersteuning, een elektrische aanpassingskit voor een fiets, een bakfiets of een bakfiets met elektrische ondersteuning, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten in de begroting;

Gelet op de goedkeuring van het gemeentelijk mobiliteitsplan in september 2023;

Overwegende dat dit reglement van toepassing was tot 31 december 2024;

Gelet op het succes van deze regeling in de afgelopen jaren;

Overwegende dat het passend lijkt om in 2025 een nieuw reglement goed te keuren om de toekenning van deze premie te verlengen;

Overwegende dat artikel 5 van het reglement premieaanvragen aanvaardt die worden ingediend tussen 1 januari 2025 en de inwerkingtreding van het nieuwe reglement, mits aan de overige voorwaarden wordt voldaan;

Overwegende dat de voorwaarden en toekenningsmodaliteiten van de premie bovendien identiek aan die van het vorige reglement;

---

Gelet op begrotingsartikel 410/522-51/95 ter hoogte van een bedrag van € 100.000 voor het begrotingsjaar 2025; Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het reglement inzake de toekenning van een premie voor de aankoop van een nieuwe fiets met elektrische ondersteuning, een elektrische aanpassingskit voor een nieuwe fiets, een nieuwe bakfiets of een nieuwe bakfiets met elektrische ondersteuning, en aan het daarbij horende formulier, zoals bijgevoegd.

## **Service vert - Groendienst**

### **11 Mise à disposition d'un espace de stockage de broyat sur le site du Service vert pour WORMS asbl – convention d'occupation précaire – adoption du principe et fixation des conditions approbation du projet de convention.**

Le Conseil,

Considérant que WORMS asbl s'est vue confier par Bruxelles Environnement la mission de facilitateur biodéchets pour les ménages, laquelle inclue la gestion de stocks de broyat sur le territoire de la région bruxelloise et la livraison de ce broyat aux composts de quartier;

Considérant que, dans ce cadre, WORMS asbl cherche à diversifier géographiquement ses sites de stockage de broyat;

Considérant que la commune d'Uccle compte 16 composts collectifs accompagnés par WORMS dont 6 supplémentaires depuis 2019;

Considérant le projet d'étude « Analyse et cartographie des lieux potentiels pour la création de composts collectifs » d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) pour la Commune afin de favoriser la création de composts collectifs sur le territoire communal;

Considérant que, pour fonctionner, un compost a besoin de 30% de matière carbonée - le broyat pour la structure et l'aération du compost, et 70% de matière azotée - les déchets alimentaires;

Considérant que depuis 2022, WORMS asbl stocke du broyat sur le site du Service vert;

Considérant qu'il y a lieu de formaliser l'occupation de cet espace à travers une convention d'occupation à titre précaire entre la Commune et WORMS asbl ;

Vu le projet de convention d'occupation précaire en annexe de ce rapport;

Considérant qu'une évaluation des aspects juridiques a été réalisée par WORMS asbl conjointement au cabinet SPHERE, à Bruxelles Environnement, à Bruxelles Mobilité et à un représentant du projet Carbone en date du 24 octobre 2023;

Considérant que seuls WORMS asbl et son réseau d'élagueurs et d'élagueuses peuvent avoir accès au site et que WORMS asbl contactera le Service vert avant tout dépôt ou collecte de broyat;

Considérant que les activités de WORMS asbl, assurant le bon fonctionnement des composts de quartier, sont alignées avec les objectifs de la fiche ZD1 : « Réduire et valoriser localement les déchets ressources du territoire » du volet territoire du Programme d'Actions Climat (PAC) adopté par Conseil communal le 19 octobre 2023;

Décide :

d'approuver le principe d'une occupation à titre précaire par WORMS asbl d'un espace sur le site du Service vert pour le stockage de broyat; d'approuver la convention entre la commune d'Uccle et WORMS asbl;

de charger le Bourgmestre ou son(sa) délégué(e), assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune d'Uccle lors de la signature de la convention.

---

**Terbeschikkingstelling van opslagruimte voor snippers op de site van de Groendienst voor WORMS vzw - preciaire bezettingsovereenkomst - goedkeuring van het principe en vaststelling van de voorwaarden - goedkeuring van de ontwerpovereenkomst.**

De raad,

Overwegende dat WORMS vzw door Leefmilieu Brussel werd belast met de opdracht van bioafval facilitator voor gezinnen, die het beheer van snippervoorraden op het grondgebied van het Brussels Gewest en de levering van deze snippers aan buurtcomposteringen omvat;

Overwegende dat WORMS vzw in deze context zijn opslagsites voor snippers geografisch wil diversifiëren;

Overwegend dat de gemeente Ukkel 16 collectieve composteringen heeft die door WORMS worden ondersteund, waaronder 6 bijkomende composteringen sinds 2019;

Gezien het studieproject "Analyse et cartographie des lieux potentiels pour la création de composts collectifs" door studenten van de Université Libre de Bruxelles (ULB) voor de gemeente om de oprichting van collectieve composteringen in de gemeente aan te moedigen;

Overwegende dat een compostering, om te kunnen functioneren, 30% koolstofhoudend materiaal - de snippers - nodig heeft voor de structuur en de beluchting van de compost, en 70% stikstofhoudend materiaal - het voedselafval;

Overwegende dat WORMS vzw sinds 2022 snippers opslaat op de site van de Groendienst;

Overwegende dat het nodig is om het gebruik van deze ruimte te formaliseren door middel van een preciaire bezettingsovereenkomst tussen de gemeente en WORMS vzw;

Gelet op het bij dit verslag gevoegde ontwerp van de preciaire bezettingsovereenkomst;

Overwegende dat er op 24 oktober 2023 een evaluatie van de juridische aspecten werd uitgevoerd door WORMS vzw samen met SPHERE, Leefmilieu Brussel, Brussel Mobiliteit en een vertegenwoordiger van het Koolstofproject;

Overwegend dat enkel WORMS vzw en haar netwerk van snoeiers toegang hebben tot de site en dat WORMS vzw contact zal opnemen met de Groendienst alvorens snippers te deponeren of op te halen;

Overwegende dat de activiteiten van WORMS vzw, die zorgen voor de goede werking van de buurtcompostering, in overeenstemming zijn met de doelstellingen van fiche ZD1: "De afvalbronnen van het grondgebied beperken en lokaal opwaarderen" van het luik grondgebied van het Klimaatactieprogramma (KAP) dat op 19 oktober 2023 door de gemeenteraad werd goedgekeurd;

Beslist:

het principe goed te keuren van een preciaire bezetting door WORMS vzw van een ruimte op de site van de Groendienst voor de opslag van snippers; de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en WORMS vzw goed te keuren;

de burgemeester of zijn gemachtigde, bijgestaan door de gemeentesecretaris, ermee te belasten om de gemeente Ukkel rechtsgeldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN** **Education - Onderwijs**

### **12 Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Convention de location HE2B.- Année scolaire 2024-2025**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 6 octobre 1987, le Collège a décidé d'installer les cours communaux de promotion sociale dans les locaux de la Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - contre paiement d'un loyer fixé à 600.000 francs par an;

Que la HE2B nous a transmis la convention d'occupation pour l'année scolaire 2024-2025;

Que le montant du loyer pour l'année scolaire 2024-2025 est de 31.346,88 €,

Décide,

De marquer son accord sur les conventions d'occupation, le montant du loyer pour l'année scolaire 2024-2025, d'autoriser la dépense et la liquidation.

---

### **Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Huurovereenkomst HE2B.- Schooljaar 2024-2025**

De Raad,

Aangezien in zitting van 6 oktober 1987 het College beslist heeft om de gemeentelijke cursussen voor sociale promotie onder te brengen in de lokalen van de Haute Ecole de Bruxelles département De Fré - tegen de betaling van een huur vastgesteld op 600.000 frank per jaar;

Dat het HE2B de bezettingsovereenkomst voor de schooljaar 2024-2025 heeft doorgestuurd.

Dat het bedrag van de huur voor het schooljaar 2024-2025 31.346,88 € bedraagt,

Beslist,

Zich akkoord te verklaren met de bezettingsovereenkomst, het bedrag van de huur voor de jaar 2024-2025, de uitgave en de betaling ervan toe te laten.

---

### **13 Enseignement communal – Garderie – Convention d'accueil de stagiaires de l'Institut Saint-Vincent de Paul**

Le Conseil,

Attendu que l'Institut Saint-Vincent de Paul – 25 Place Vander Elst à 1180 Uccle - a proposé à la commune la mise en place d'un accord-cadre pour l'accueil de stagiaires de 4<sup>e</sup> Technique de Qualification d'Agent d'Education au sein des écoles communales ;

Que cela concernerait une quarantaine de stagiaires pour l'année 2024-2025 pour une période de 5 jours : du 7 au 11/04/2025 ;

Que ces stagiaires seront sous la responsabilité de M. Martin BINON, le Coordinateur garderie du service Education, et la supervision des animateurs de garderie des écoles communales ;

Que l'objectif de ces stages est l'observation des pratiques professionnelles, l'analyse et l'acquisition de compétences en participant aux activités sous la supervision du maître de stage ;

Que le projet de convention en annexe a été préparé afin d'encadrer ces demandes de stage ;

Que cet accord-cadre ne dispense pas les stagiaires de signer une convention de stage individuelle et de s'engager à respecter les conditions particulières qui y sont énoncées ;

Que cette convention concerne cette année scolaire 2024-2025 mais qu'elle pourrait être renouvelée ultérieurement si l'expérience est positive ;

Décide,

De marquer son accord sur cette convention et la prise en charge d'une quarantaine de stagiaires de l'Institut Saint-Vincent de Paul au sein des écoles communales pour l'année scolaire 2024-2025.

---

### **Gemeentelijk onderwijs – Opvang – Gastovereenkomst van stagiairs van Institut Saint-Vincent de Paul**

De raad,

Aangezien Institut Saint-Vincent de Paul – Jean Vander Elstplein 25 te 1180 Ukkel – de gemeente voorgesteld heeft een raamovereenkomst in te voeren voor het onthaal van stagiairs van het 4e technische van de richting opvoedingsagent in de gemeentescholen;

Aangezien dat betrekking zou hebben op een veertigtal stagiairs voor het jaar 2024-2025 voor een periode van 5 dagen: van 07 tot 11/04/2025;

Aangezien deze stagiairs onder de verantwoordelijkheid staan van dhr. Martin BINON, de opvangcoördinator van de dienst Opvoeding, en onder toezicht van de animatoren van de kinderopvang van de gemeentescholen;

Aangezien de doelstelling van deze stages de observatie van de beroepspraktijken, de analyse en de verwerving van vaardigheden is door deel te nemen aan de activiteiten onder toezicht van de stagemeeester;

Aangezien het ontwerp van overeenkomst in de bijlage voorbereid werd om deze stageaanvragen te omkaderen;

Aangezien deze raamovereenkomst de stagiairs er niet van ontheft een individuele stageovereenkomst te ondertekenen en zich ertoe te verbinden de bijzondere voorwaarden die erin vermeld zijn in acht te nemen;

Aangezien deze overeenkomst betrekking heeft op schooljaar 2024-2025 maar later vernieuwd zou kunnen worden indien de ervaring positief is;



Beslist:

Zijn akkoord te verlenen aan deze overeenkomst en de tenlasteneming van een veertigtal stagiairs van Institut Saint-Vincent de Paul in de gemeentescholen voor schooljaar 2024-2025.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

#### 14 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins suivantes :

- 8 octobre 2024 : Accord-cadre relatif à l'acquisition, la livraison et l'installation de mobilier à destination des écoles, des crèches, et de divers sites communaux entre 2024 et 2026 - Lot 2 (Mobilier scolaire à destination des élèves et des professeurs) - Approbation commande 1 - Engagement de la dépense - Mode de financement - 16.703,40 € Article : 721/741-51/40 - 22.356,59 € Article : 722/741-51/40 - 1.256,05 € Article : 75101/741-51/40 - 284,86 € Article : 75101/744-98/40 - 7.430,21 € Article : 75102/741-51/40.
- 10 décembre 2024 : Levés topographiques de l'espace public – exercice 2024 – approbation de la dépense, des documents et de la passation du marché, de la liste des géomètres à consulter et de la date d'ouverture des offres - articles 234 §4 et 236 de la nouvelle loi communale - 20.000 € TVAC - Article : 421/747-60/82.
- 10 décembre 2024 : Ferme Rose - Mise en peinture des façades - Marché de travaux - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, du mode de passation et de la liste des entrepreneurs à consulter - Prise pour information par le Conseil communal - 46.000,00 € HTVA, soit 55.660,00 € TVAC - Article : 773/723-60/96.
- 10 décembre 2024 : Parking Saint-Pierre : Peinture RF et finitions diverses - Marché de travaux Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil. - 388.553,50 € (majoration 10 %, TVA 21 % autoliquidation et option comprises), soit 291.926,00 € (hors majoration et TVA 21 % autoliquidation), soit 321.118,60 € (majoration 10 % comprise et hors TVA 21 % autoliquidation) + 67.434,91 € (montant TVA 21 % à verser au SPF Finances) - Article : 424/724-60/85.
- 10 décembre 2024 : Mission d'étude et de conseil : accompagnement énergétique et techniques des services communaux pour 2025 (et reconductible jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard) Approbation des conditions du marché public - Prise pour information par le Conseil communal 82.644,63 € HTVA, soit 100.000 € TVAC 21 % - Article : 137/747-60/85.
- 10 décembre 2024 : Parking Saint-Pierre : installation d'un système de détection et d'alarme incendie - Marché public de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 42.350,00 € (TVA 21 % autoliquidation comprise), soit 35.000 € (hors TVA 21 % autoliquidation) + 7.350,00 € (montant TVA 21 % à verser au SPF Finances) - Article : 424/724-60/85.
- 10 décembre 2024 : Parking Saint-Pierre : relighting et installation de caméras de surveillance Marché public de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 52.635,00 € (TVA 21 % autoliquidation comprise), soit 43.500,00 € (hors TVA 21 % autoliquidation) + 9.135,00 € (montant TVA 21 % à verser au SPF Finances) - Article : 424/724-60/85.

- 10 décembre 2024 : Vallon du Gaesbeek et cimetière de Verrewinkel: gestion de la renouée du Japon - Désignation et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 30.000 € TVAC - Article : 879/732-60/93.
- 10 décembre 2024 : Signalétique pour les aires de jeux - Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 25.800,00 € + 5.418,00 € TVA - Article : 766/725-60/83.
- 17 décembre 2024 : Aménagement du skatepark de la rue Egide Van Ophem - exercice 2024 approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents et du mode de passation du marché, de la liste des firmes à consulter et de la date d'ouverture des offres - articles 234 §4 et 236 de la nouvelle loi communale - 117.975,00 € - Article : 764/665-52/12 - 24.402,00 € TVAC, dont 4.235,00 € (montant TVA à payer au SPF Finances) - Article 000/724-60/2020/17.
- 17 décembre 2024 : Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation de l'avenant 17 et du marché subséquent relatif à la commande 18 - Engagement de la dépense Mode de financement - Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale 8.650,29 € TVAC - Article : 137/741-51/58.
- 17 décembre 2024 : Accord-cadre relatif à l'acquisition, la livraison et l'installation de mobilier à destination des écoles, des crèches, et de divers sites communaux entre 2024 et 2026 - Lot 3 (Autre mobilier pour les collectivités) - Approbation commande 2 - Engagement de la dépense Mode de financement - Application de l'article 234 §3 de la NLC - 1.485,47 € TVAC - Article : 832/741-51/58.
- 17 décembre 2024 : Matériel destiné aux enfants à besoins spécifiques dans le cadre des aménagements raisonnables – Ajout d'une commande supplémentaire et engagement de la dépense- Application de l'article 234§3 de la Nouvelle loi communale - Mode de financement 3.560,40 €, dont TVA de 617,92 € à reverser au SPF Finances) - Article : 75102/744-98/40. - 17 décembre 2024 : Livraison et service "Prêt de matériel" - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Engagement de la dépense - Mode de financement - 5.960,80 € hors TVA, soit 7.212,57 € TVAC 21 %, dont 1.251,77 € (montant TVA à verser au SPF Finances) - 76301/744-98/-/58.
- 17 décembre 2024 : Achat de viennoiseries destinées aux réunions des services communaux 2025 - Approbation des conditions et de l'attribution, engagement de la dépense - Application des articles 234 §4 et 236 de la Nouvelle loi communale - Articles : .../123-48... et.../123-16... - 17 décembre 2024 : Remplacement d'un réfrigérateur professionnel pour l'école du Val Fleuri Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information par le Conseil - Mode de financement - 2.507,42 € TVAC 21 % - Article : 722/744-51/40.
- 17 décembre 2024 : Mise en place et exécution d'un plan de lutte contre les nuisibles. - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 36.000 € par an, 144.000 € sur 4 ans - Exercices 2024 à 2027 - Article : 875/124-48/85.
- 17 décembre 2024 : Prévention – Barnum pour l'antenne du service au Melkriek – Détermination du mode de passation, désignation de l'adjudicataire et engagement des dépenses - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 783,35 € - Article : 300/744-98/97.
- 17 décembre 2024 - Mission de cartographie pour 2025 (et reconductible jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard) - Marché de services - Approbation des conditions du marché public - Prise pour information par le Conseil communal - 115.000,00 € HTVA, soit 139.150,00 € TVAC 21 % - Article : 137/747-60/85.
- 17 décembre 2024 : Divers sites : uniformisation des contrôles d'accès, vidéophonie et extension réseau data - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 96.800,00 € (majoration +/- 10 % et TVA 21 % autoliquidation comprises), soit 72.450,00 € (hors majoration et TVA), soit 80.000,00 € (majoration +/- 10 % comprise et hors TVA) + 16.800,00 € (montant TVA à verser au SPF Finances) - Article : 84401/724-60/85.

- 17 décembre 2024 : Informatisation des services - Acquisition de matériel biométrique pour les guichets du service de la population - Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense - (INF493). Prise pour information par le Conseil communal - 35.788,35 € - Article : 104/742-53/53.
- 17 décembre 2024 : Confection, fourniture et mise en place d'une signalétique – Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 15.000,00 € - Article : 137/723-60/80.
- 17 décembre 2024 : Aménagement hydraulique et paysager du vallon du Gaesbeek - Exercice 2017 - Approbation de l'état d'avancement n° 9 - mode de financement - engagement de la dépense - paiement de la facture - prise pour information par le Conseil - 194.768,38 € - Article : 879/732-60/93 (2017) - 72.862,24 € TVAC, soit 60.216,73 € HTVA + 12.645,51 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 879/732-60/93 (2024).
- 17 décembre 2024 : Fourniture et livraison de table pique-nique pour le parc de Wolvendael - Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil 5.094,10 € TVAC - Article : 766/741-51/83.
- 17 décembre 2024 : Réparation de ganivelles en châtaigner au parc du Wolvendael - Conditions du marché - Désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 28.589,80 € HTVA + 6.003,85 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 766/725-60/83.
- 17 décembre 2024 : Achat et installation d'une ligne lave-vaisselle à l'école de Messidor. Approbation des conditions et de l'attribution – Prise pour information par le Conseil - Mode de financement - 15.469,80 € TVAC 21 % - Article : 722/744-51/40.
- 17 décembre 2024 : Remplacement d'un réfrigérateur professionnel pour l'école du Val Fleuri - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information par le Conseil - Mode de financement - 2.507,42 € TVAC 21 % - Article : 722/744-51/40.
- 30 décembre 2024 : Mission d'assistance technique – Mission d'étude - Approbation des conditions du marché - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - 100.000 € Article : 137/122-02/80.
- 30 décembre 2024 : Coordination sécurité-santé – Mission d'étude – Approbation des conditions du marché – Application de l'article 234 §3 de la NLC - 25.000 € - Article : 137/122-02/80.
- 30 décembre 2024 : Achat complémentaire de mobilier pour la bibliothèque communale néerlandophone d'Uccle.- Approbation des conditions, firmes à consulter, procédure, attribution et engagement des dépenses.- Application des articles 236 et 234 §3 de la Nouvelle loi communale. – Prise pour information par le Conseil communal - Mode de financement - 3.372,27 € - Article : 76701/741-51/NL/70.
- 30 décembre 2024 : Contrôles périodiques d'inspection des ascenseurs et monte-charges de divers bâtiments communaux. - Approbation de l'attribution et de l'engagement de la dépense Application de l'article 234 §3 de la NLC. Information du Conseil du dépassement du montant de l'estimation - 14.968,25 € (2024), 59.873,01 € sur 4 ans (exercices 2024 à 2028) - Article : 131/124-06/88.
- 30 décembre 2024 : Achat de matériel pour les expositions organisées à la Maison des Arts – Approbation des conditions et de l'attribution - Engagement des dépenses - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 2.755,41 € - Article : 775/744-98/-/91.
- 30 décembre 2024 : Réaménagement de la rue Egide Van Ophem, exercice 2021 - Lot 1 - Approbation de l'état d'avancement n°7 - approbation de 5 prix unitaires supplémentaires - paiement de la facture - Approbation du décompte final - Approbation de la dépense supplémentaire, de la réception provisoire - libération partielle du cautionnement - Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil concernant la dépense supplémentaire - 275.703,79 € HTVA + 57.897,80 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 421/731-60/82.
- 30 décembre 2024 : Achat d'une table de tennis de table - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 665,02 € TVAC - Article : 764/744-

- 98/12. - 30 décembre 2024 : Entretien et dépannage des installations hydrauliques dans divers bâtiments communaux pour la période du 1/01/2025 au 31/12/2025 - Procédure négociée sans publication préalable - Marche public de services - Approbation des conditions et de la désignation de la firme adjudicataire et de l'engagement de la dépense- Prise pour information par le Conseil communal 75.000,00 € (majoration +/- 7,50 % comprise et hors TVA 6 % et 21%), soit 90.750,00 € (majoration +/- 7,50 % et TVA 6 % et 21 % comprises) - Divers articles du code économique :
- ...125-06/85 (exercice 2025).
- 30 décembre 2024 : Centre administratif d'Uccle : fourniture et pose d'un abri pour fumeurs  
Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 16.940,00 € (options et TVA autoliquidation comprises), soit 12.494,50 € (options comprises et hors TVA autoliquidation), soit 14.000,00 € (majoration +/- 12 % et options comprises et hors TVA autoliquidation) + 2.940,00 € (montant TVA 21 % à reverser au SPF Finances) - Article : 137/724-60/85.
  - 30 décembre 2024 : Aménagement hydraulique et paysager du vallon du Gaesbeek - Exercice 2017 - Approbation de l'état d'avancement n° 10 - mode de financement - engagement de la dépense - paiement de la facture - prise pour information par le Conseil - 135.520 € TVAC, soit 112.000 € HTVA + 23.520 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 879/732-60/93.
  - 30 décembre 2024 : Etude de faisabilité pour le remplacement de la passerelle sise chaussée de Saint-Job entre les numéros 263 et 265 – Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application de l'article 234 §4 - Mode de financement. - 7.061,86€ - Article : 421/747-60/82.
  - 30 décembre 2024 : Travaux d'urgence de remplacement de câbles porteurs en façades pour les illuminations de fin d'année: chaussée de Waterloo 1482 et 1488 (quartier Fort Jaco).- Procédure d'urgence.- Exercice 2024.- Engagement de la dépense.- Information au Conseil - Mode de financement. - 834,90 € - Article : 520/732-60/82.
  - 30 décembre 2024 : Espaces publics numériques des bibliothèques francophones.- Déploiement de l'outil de gestion à la bibliothèque du Centre.- Engagement de la dépense; - information du conseil - Mode de financement. - 6.110,50€ - Article : 76701/742-53/FR/70

---

### **Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 8 oktober 2024 : Raamovereenkomst voor de aankoop, levering en installatie van meubilair voor scholen, kinderdagverblijven en diverse gemeentelijke sites tussen 2024 en 2026 :

bestelling 1 Vaststelling van de uitgave - Financieringswijze - 6.703,40 € Artikel : 721/741-

51/40 - 22.356,59 € Artikel : 722/741-51/40 - 1.256,05 € Artikel : 75101/741-51/40 - 284,86 €

Artikel : 75101/74498/40 - 7.430,21 € Artikel : 75102/741-51/40.

- 10 december 2024 : Topografische opmetingen van de openbare ruimte - dienstjaar 2024

goedkeuring van de uitgave, de documenten en gunningswijzen van de opdracht, de lijst van de raad te plegen landmeters en de datum van de opening der offertes - artikelen 234 §4 en 236 van de nieuwe Gemeentewet - 20.000 € incl. btw - Artikel : 421/747-60/82.

- 10 december 2024 : Ferme Rose - Verven van de gevels - Werkenoverheidsopdracht -

Goedkeuring van het project, van het bestek, van de raming, van de wijze van aanbesteding en van de lijst van de te raadplegen firma's - Kennisneming door de Gemeenteraad - 46.000,00 € excl.

btw, dus 55.660,00 € incl. btw - Artikel : 773/723-60/96.

- 10 december 2024 : Parkeerplaats Saint-Pierre : brandwerende verven en

verschillende afwerkingen - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht -

- Kennisneming door de Gemeenteraad - 388.553,50 € (incl. toeslag 10 %, btw 21 % verlegging), dus 291.926,00 € (excl. toeslag en btw 21 % verlegging), dus 321.118,60 € (incl. toeslag 10 % en excl. btw 21 % verlegging) + 67.434,91 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 424/724-60/85. - 10 december 2024 : Opdracht voor studie en advies : energie begeleiding voor de gemeentelijke diensten voor 2025 (en verlengbaar tot en met 31 december 2028 ten laatste) - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 82.644,63 € excl. btw, dus 100.000 € incl. btw 21 % - Artikel : 137/747-60/85.
- 10 december 2024 : Parking Saint-Pierre : installatie van een brandalarm- en detectiesysteem - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 42.350,00 € (incl. btw 21 % verlegging), dus 35.000,00 € (excl. btw 21 % verlegging) + 7.350,00 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 424/724-60/85.
- 10 december 2024 : Parking Saint-Pierre : renovatie van de normale verlichtings-, nood- en beveiligingsarmaturen en van de videobewakingsstelsel - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 52.635,00 € (btw 21 % verlegging), dus 43.500,00 € (excl. btw 21 % verlegging) + 9.135,00 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 424/724-60/85.
- 10 december 2024 : Gaesbeekvallei en begraafplaats Verrewinkel: beheer van Japanseduideknoop - Aanwijzing en vastlegging van de uitgaven - Wijze van financiering - 30.000 € incl. btw - Artikel : 879/732-60/93.
- 10 december 2024 : Bewegwijzering voor de speelruimten - Goedkeuring van de uitgave, van de wijze van de opdracht en de aanwijzing van de aannemer bedrijf - Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 25.800,00 € + 5.418,00 € btw - Artikel : 766/725-60/83.
- 17 december 2024 : Aanleg van een skatepark in de Egide Van Ophemstraat – dienstjaar 2024 – goedkeuring van de voorontwerp, de uitgave, de documenten en gunningswijzen van de opdracht, de lijst van de raad te plegen firma's en de datum van de opening der offertes - artikelen 234 §4 en 236 van de nieuwe Gemeentewet - 117.975,00 € - Artikel : 764/665-52/12 - 24.402,00 € incl. btw, waarvan 4.235,00 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel 000/724-60/2020/17.
- 17 december 2024 : Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum : bestelling 18 - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Toepassing van artikelen 234 § 3 et 236 van de nieuwe gemeentewet 8.650,29 € incl. btw - Artikel : 137/741-51/58.
- 17 december 2024 : Raamovereenkomst voor de aankoop, levering en installatie van meubilair voor scholen, kinderdagverblijven en diverse gemeentelijke sites tussen 2024 en 2026 : bestelling 2 (perceel 3) - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - 1.485,47 € incl. btw - Artikel : 832/741-51/58.
- 17 december 2024 : Uitrusting voor kinderen met speciale behoeften als onderdeel van redelijke huisvesting - Toevoeging van een aanvullende opdracht en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet - Financieringswijze - 3.560,40 €, waarvan 617,92 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 75102/74498/40.
- 17 december 2024 : Levering en uitleendienst "Apparatuur" - Goedkeuring van voorwaarden en toewijzing - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 5.960,80 € excl. btw, dus 7.212,57 € incl. btw 21 %, waarvan 1.251,77 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - 76301/744-98/-/58.
- 17 december 2024 : Aankoop van gebakjes voor de vergaderingen in het gemeentebestuur voor het jaar 2025 - goedkeuring van de voorwaarden en de gunning - Vastlegging van de uitgave - toepassing van artikelen 234 § 4 en 236 van de nieuwe gemeentewet - Artikelen : .../123-48... et.../123-16...
- 17 december 2024 : Betreft: Vervanging van een professionele koelkast voor de school Val Fleuri - Goedkeuring van voorwaarden en gunning - Toepassing van artikelen 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Financieringswijze - 2.507,42 € incl. btw 21 % - Artikel :

- 722/744-51/40. - 17 december 2024 : Een ongediertebestrijdingsplan opstellen en uitvoeren - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - 36.000 € per jaar, 144.000 € op 4 jaar - Dienstjaren 2024 tot 2027 - Artikel : 875/124-48/85.
- 17 december 2024 : Preventie. Barnum voor de dienstantenne aan het Melkriek - Goedkeuring van de gunningswijze, de aannemer en de vaststelling van de uitgave - Financieringswijze Kennisneming door de gemeenteraad - 783,35 € - Artikel : 300/744-98/97.
  - 17 december 2024 : Opdracht voor studie en advies : energie begeleiding voor de gemeentelijklidiensten voor 2025 (en verlengbaar tot en met 31 december 2028 ten laatste) - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 115.000,00 € excl. btw, dus 139.150,00 € incl. btw 21 % - Artikel : 137/747-60/85.
  - 17 december 2024 : Diverse sites : standaardisatie van toegangscontroles, videotelefonie en netwerkgegevens extensie - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 96.800,00 € (incl. toeslag +/- 10 % et btw 21 % verlegging), dus 72.450,00 € (excl. toeslag en btw), soit 80.000,00 € (incl. toeslag +/- 10 % en excl. btw) + 16.800,00 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financien) - Article : 84401/724-60/85.
  - 17 december 2024 : Informatisering der diensten - Aankoop van biometrische apparatuur voor deloketten van de bevolking dienst - Goedkeuring van de aanwending van de uitgaven, wijze van aanschaf en de financieringswijze van de kosten - (INF493). Ter informatie neming door de Raad 35.788,35 € - Artikel : 104/742-53/53.
  - 17 december 2024 : Schepping, levering en verplaatsing van een bewegwijzering - Vaststelling van de uitgave - financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 15.000,00 € - Artikel : 137/723-60/80.
  - 17 december 2024 : Water- en landschapsaanleg van het Gaesbeekdal.- Dienstjaar 2017. – financieringswijze - Vaststelling van de uitgave – betaling van de factuur – kennisneming door de raad - 194.768,38 € - Artikel : 879/732-60/93 (2017) - 72.862,24 € incl. btw, soit 60.216,73 € excl. btw + 12.645,51 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD) - Artikel : 879/732-60/93 (2024).
  - 17 december 2024 : Aankoop en levering van picknicktafels voor het Wolvendaelpark Goedkeuring van de uitgave, van de wijze van de opdracht en de aanwijzing van de aannemer bedrijf - Vaststelling van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad 5.094,10 € incl. btw - Artikel : 766/741-51/83.
  - 17 december 2024 : Herstelling van kastanje ganivelle in het Wolvendaelpark - - Aanwijzing van het winnende bedrijf en vastlegging van uitgaven - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 28.589,80 € excl. btw + 6.003,85 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financien) - Artikel : 766/725-60/83.
  - 17 december 2024 : Aankoop en installatie van een vaatwasmachine in de school van Messidor Goedkeuring van de voorwaarden en de gunning - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 15.469,80 € incl. btw 21 % - Artikel : 722/744-51/40.
  - 17 december 2024 : Betreft: Vervanging van een professionele koelkast voor de school Val Fleuri
  - Goedkeuring van voorwaarden en gunning - Toepassing van artikelen 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisneming door de gemeenteraad - Financieringswijze - 2.507,42 € incl. btw 21 % - Artikel : 722/744-51/40.
  - 30 december 2024 : Opdracht voor technische bijstand.- Studieopdracht - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Toepassing van artikel 234 §4 van de nieuwe gemeentewet 100.000 € - Artikel : 137/122-02/80.
  - 30 december 2024 : Coördinatie veiligheid-gezondheid - Studieopdracht – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Toepassing van artikel 234 §3 van de NGW - 25.000 € - Artikel : 137/122-02/80.

- 30 december 2024 : Bijkomende aankoop van meubilair voor de Nederlandstalige gemeentebibliotheek van Ukkel.- Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, procedure, gunning en vastlegging van de uitgave.- Toepassing van artikels 236 en 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet. – Ter informatie aangenomen door de Gemeenteraad - 3.372,27 € - Artikel : 76701/741-51/NL/70.
- 30 december 2024 : Periodieke inspectiecontroles van de liften en goederenliften van diverse gemeentebouwen - Overschrijding van de raming van de uitgave - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwegemeentewet - Kennisneming door de gemeenteraad - 14.968,25 € (2024), 59.873,01 € op 4 jaar (dienstjaren 2024 tot 2028) - Artikel : 131/124-06/88.
- 30 december 2024 : Aankoop van materiaal voor de tentoonstellingen in het Kunstenhuis – Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning – Vastlegging van de uitgaven – Financieringswijze – Kennisneming door de gemeenteraad - 2.755,41 € - Artikel : 775/744-98/-/91.
- 30 december 2024 : Herinrichting van de Egide Van Ophemstraat, begrotingsjaar 2021 – Lot 1 Goedkeuring van vorderingsstatus nr. 7 -goedkeuring van 5 extra eenheidsprijzen- Betaling van de factuur - Goedkeuring van de eindafrekening - Goedkeuring van de bijkomende uitgaven, voorlopige aanvaarding - Gedeeltelijke vrijgave van de borgtocht - Vastlegging van de bijkomende uitgaven - Wijze van financiering - Ter informatie aangenomen door de Raad betreffende de bijkomende uitgaven. - 275.703,79 € excl. btw + 57.897,80 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 421/731-60/82.
- 30 december 2024 : Verwerving van een tafeltennistafel - Vastlegging van de uitgaven Financieringswijze - Ter kennisgeving aangenomen door de Raad - 665,02 € incl. btw - Artikel : 764/744-98/12.
- 30 december 2024 : Onderhoud en probleemoplossing van hydraulische systemen in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode van 01/01/2025 tot en met 31/12/2025 Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Dienstenoverheidsopdracht - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 75.000,00 € (incl. toeslag +/- 7,50 % en excl. btw 6 % et 21%), dus 90.750,00 € (incl. toeslag +/- 7,50 % en btw 6 % et 21 %) - Diverse artikelen van de economische code : ...12506/85 (exercice 2025).
- 30 december 2024 : Administratief centrum van Ukkel : levering en installatie van een rookopvang- Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave – Financieringswijze Kennisneming door de Gemeenteraad - 16.940,00 € (incl. opties en btw verlegging)), dus 12.494,50 € (incl. opties en excl. btw verlegging), dus 14.000,00 € (incl. toeslag +/- 12 % en opties en excl. btw verlegging) + 2.940,00 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) Artikel : 137/724-60/85.
- 30 december 2024 : Water- en landschapsaanleg van het Gaesbeekdal.- Dienstjaar 2017. – Goedkeuring van vordering nr 10 - Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave - Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad - 135.520 € incl. btw, dus 112.000 € excl. btw + 23.520 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 879/732-60/93.
- 30 december 2024 : Haalbaarheidsstudie voor de vervanging van de loopbrug gelegen Sint Jobsssteenweg 263 en 265 - Goedkeuring van de voorwaarden voor een opdracht van geringe en de te raadplegen firma's, de gunning en de vastlegging van de uitgave - Toepassing artikel 234 §4
- Wijze van financiering. - 7.061,86€ - Artikel : 421/747-60/82
- 30 december 2024 : Spoedwerkzaamheden voor de vervanging van de draagkabels aan de gevel voor de eindejaarsverlichting: Waterlooosesteenweg 1482 en 1488 (Fort Jaco) - Spoedprocedure Begrotingsjaar 2024 - Vastlegging van de uitgaven - Informatie voor de Raad. - 834,90 € - Artikel : 520/732-60/82
- 30 december 2024 : Openbare Computerruimte in Franstalige bibliotheken. - Implementatie van de beheertool in de bibliotheek du Centre. -Vastlegging van de uitgave - 6.110,50€ - Artikel : 76701/742-53/FR/70

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 750.000,00 €);

Considérant que le cahier des charges n°2024-080 relatif au marché « Gardiennage C.A.U et C.P.A.S. » établi par la Centrale de marchés et le service Patrimoine du C.P.A.S. d'Uccle;

Considérant que le présent marché est un marché conjoint au sens des articles 2, 36° et 48 de la loi du 17 juin 2016. Les entités sont: La Commune d'Uccle, pouvoir adjudicateur organisateur (PAO) et Le CPAS, pouvoir adjudicateur bénéficiaire (PAB);

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois;

Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an, conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que le pouvoir adjudicateur informera le prestataire par écrit s'il souhaite reconduire le marché avant l'échéance du délai d'exécution du marché; Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 : Gardiennage C.A.U., estimé à 230.000,00 € H.T.V.A.;

Lot 2 : Gardiennage C.P.A.S. estimé à 106.000,00 € H.T.V.A.;

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 672.000,00 € H.T.V.A. ou 813.120,00 €, 21 % T.V.A et reconduction comprises;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits, pour la commune, à l'article 137/124-06/85 et, pour le C.P.A.S, à l'article 1040/12500/10 AFFGE;

Considérant que le Collège a approuvé la liste des firmes à consulter;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide:

- d'approuver le cahier des charges n°2024-080 et le montant estimé du marché « Gardiennage C.A.U et C.P.A.S. », établi par la Centrale de marchés et le service Patrimoine du C.P.A.S. d'Uccle. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécutions des marchés publics;
- d'approuver l'estimation annuelle pour le lot 1, s'élevant à 230.000,00 € H.T.V.A. et l'estimation annuelle pour le lot 2, s'élevant à 106.000,00 € H.T.V.A., pour le montant total estimé de 813.120,00 €, 21 % T.V.A. et reconduction comprises;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché, en application des dispositions de l'article 89, § 1, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.



---

## **Bewaking A.C.U. en O.C.M.W. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.**

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 89, § 1, 2° (het bedrag van de opdracht excl. btw is lager dan de drempel van € 750.000);

Gelet op bestek nr. 2024-080 inzake de opdracht "Bewaking ACU en OCMW", opgesteld door de Opdrachtcentrale en de dienst Patrimonium van het OCMW van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige opdracht een gezamenlijke opdracht is in de zin van artikels 2, 36° en 48 van de wet van 17 juni 2016. De entiteiten zijn: De gemeente Ukkel, aanbestedende overheid - organisator (AOO) en het OCMW, aanbestedende overheid - begunstigde (AOB);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een periode van 12 maand;

Overwegende dat de onderhavige opdracht voor max. 1 jaar verlengd kan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de aanbestedende overheid de opdrachtnemer schriftelijk zal informeren indien hij de opdracht wenst te verlengen vóór het einde van de uitvoeringstermijn van de opdracht;

Overwegende dat deze opdracht is verdeeld in percelen:

Perceel 1: Bewaking ACU, geraamd op € 230.000, excl. btw;

Perceel 2: Bewaking OCMW, geraamd op € 106.000, excl. btw;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 672.000 excl. btw of 813.120,00 incl. 21% btw en verlenging bedraagt;

Overwegende dat er wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn onder artikel 137/124-06/85 en voor het O.C.M.W. onder het artikel 1040/12500/10 AFFGE;

Overwegende dat het college de lijst van te raadplegen ondernemingen heeft goedgekeurd;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan bestek nr. 2024-080 inzake de opdracht "Bewaking ACU en OCMW", opgesteld door de Opdrachtcentrale en de dienst Patrimonium van het OCMW van Ukkel. De voorwaarden zijn vastgelegd in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de jaarlijkse raming voor perceel 1, ten bedrage van € 230.000,00 excl. btw en de jaarlijkse raming voor perceel 2, ten bedrage van € 106.000,00 excl.
  - btw, voor een totaal geraamd bedrag van € 813.120,00 incl. 21% btw en verlenging;
  - de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te kiezen als plaatsingsmethode van de opdracht overeenkomstig de bepalingen van artikel 89, § 1, 2°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
  - deze beraadslaging op te sturen naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.
- 

## **Secrétariat central - Centraal secretariaat**

### **16 Question écrite de M. Van de Cauter : les retards des enfants dans les écoles communales**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Van de Cauter : late aankomsten van kinderen in onze gemeentelijke scholen.**

---

### **17 Interpellation de M. Cools : soutien à la libération de Boualem Sansal.**

---

**Interpellatie van dhr. Cools : steun voor het vrijlaten van Boualem Sansal.**

---

### **18 Interpellation de M. Cools : déneigement des trottoirs.**

---

**Interpellatie van de h. Cools : sneeuwruimen van het voetpad.**

---

### **19 Interpellation de Mme Nagelmackers : la déclaration de politique générale. (Complémentaire)**

---

**Interpellatie van Mevr. Nagelmackers : Algemene beleidsverklaring. (Aanvullend)**

---

### **20 Interpellation de Mme Vanderborghet : le volet "financement durable" du Plan d'Action Climat. (Complémentaire)**

---

**Interpellatie van Mevr. Vanderborghet : het deel "duurzame financiering" van het Klimaatactieprogramma. (Aanvullend)**

---

21 **Question orale de M. Lambert : le recyclage des chargeurs. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Lambert : recyclage van opladers. (Aanvullend)**

---

22 **Question orale de M. Tojerow : un agent de prévention devant l'école avenue Montana. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Tojerow : een preventiedewerker voor de school Montanalaan. (Aanvullend)**

---

23 **Question orale de M. Assal : la pérennisation de lieux d'étude. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Assal : bestendiging van studiezalen. (Aanvullend)**

---

24 **Question orale de Mme Kokaj : le projet "Chaque nom compte". (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : het project "Elke naam telt". (Aanvullend)**

---

25 **Question orale de M. Meeùs : le fusion des zones de police à Bruxelles. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Meeùs : de fusie van Brusselse politiezones. (Aanvullend)**

---

26 **Question orale de M. Meeùs : les primes d'encouragement à l'ouverture d'un commerce à Uccle. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Meeùs : de aanmoedigingspremies voor de opening van een handelszaak in Ukkel. (Aanvullend)**